

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 24 NOVEMBRE
N° 312 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942
* *

Chine

LES
ENSEIGNEMENTS
DE LA LUTTE
CONTRE LIN PIAO

Lire p. 2

LICENCIEMENTS

Beullac et Ceyrac récidivent

DEFENDONS NOTRE EMPLOI !



Confirmant la déclaration de Ceyrac à Ouest-France de samedi dernier, Beullac, ministre du travail, vient de déclarer à Lyon : « Il ne faut pas s'opposer aux compressions d'effectifs quand elles se révèlent indispensables ». Ministre du travail ? Ministre du chômage, oui ! Cependant, Ceyrac reprenait ses propos à « Ouest-France », affirmant : « Les entreprises qui se trouveront contraintes de débaucher pourront retrouver alors une vigueur nouvelle ».

Ainsi, c'est bien une attaque d'ensemble contre l'emploi que la bourgeoisie déclenche aujourd'hui, et qui se trouve engagée par les 20 000 licenciements de la sidérurgie lorraine, sur lesquels Giscard lui-même va vérifier jeudi la meilleure manière de les mettre en œuvre. Ceci au moment où le chiffre officiel des chômeurs s'élève déjà à plus d'un million (ce qui représente environ un million et demi dans la réalité).

En même temps, patronat et gouvernement se trouvent d'accord, au conseil d'administration de l'UNEDIC (allocation complémentaire de chômage), pour ramener de 1,8 % à 1,2 % la cotisation des entreprises à cet organisme, ce qui aboutirait nécessairement à une baisse des ressources des chômeurs : non seulement, ils veulent plus de chômage, mais encore ils veulent aggraver la condition de ceux qu'ils privent de travail.

Instrument dirigé contre le pouvoir d'achat populaire, le plan Barre révèle aujourd'hui, de plus, sa face cachée : avec l'austérité, la mise à la rue de dizaines de milliers de travailleurs, qui viendront s'ajouter aux centaines de milliers qui s'y trouvent déjà. Sa logique même, qui est de freiner l'inflation et de rassembler les conditions d'une restructuration de l'industrie, le laissait prévoir.

Suite p. 3

MALRAUX EST MORT

DE L'ÉCRIVAIN ET DU COMBATTANT
ANTIFASCISTE...
AU MILITANT DE LA RÉACTION GAULLISTE,
DU RPF À L'UDR

Lire p. 11

CINQ SYNDICALISTES DE L'AREA

Construction des autoroutes

**ARRETÉS
PAR LA POLICE** Voir p. 4

Projets de lois sur la fouille
des véhicules et le port d'armes

**LA VOIE OUVERTE À
TOUTES
LES PROVOCATIONS**



L'Assemblée Nationale se prononcera demain sur deux projets de loi présentés par Poniatowski et Lecanuet et approuvés en Conseil des ministres au mois de mars. Cinq projets relatifs à la sécurité avaient reçu l'aval du Conseil d'Etat. Devant l'hostilité qu'ils avaient soulevée, le gouvernement a dû en retirer certains et modifier celui sur les contrôles d'identité. Ce qui en reste n'en demeure pas moins extrêmement dangereux pour les libertés.

Le premier des projets de loi discutés à l'Assemblée concerne la fouille des véhicules, le projet initial prévoyait que n'importe quel flic pouvait l'effectuer sous n'importe quel prétexte. Guichard a retouché ce projet en précisant que la fouille ne pourrait se faire que sur ordre d'un officier de police judiciaire, ce qui ne change pas grand-chose : ces fouilles n'auront pas à être justifiées, elles pourront se faire d'office.

Suite p. 6

Les Houillères
ont encore tué !

**WILFRID
AVAIT 21 ANS**

Wilfrid avait 21 ans. Il était bowetteur depuis un an au puits Simon à Merlebach. Hier, à 17 h 30, il est mort. Des blocs de roche se sont détachés des parois de la galerie dans laquelle il travaillait et l'ont écrasé. La direction des H.B.L. n'a eu que ces quelques mots laconiques pour signaler sa disparition : « Décédé. Suite blocs ».

Des mineurs, les camarades de travail de Wilfrid du puits Simon disent : assez ! Jeudi, quand auront lieu les obsèques de Wilfrid, ils feront grève pour réclamer avec leurs organisations syndicales la remise en place de la formation des jeunes mineurs en quartiers-écoles et non en compagnonage où le jeune embauché est envoyé au fond sans attendre, livré au rythme effrené des cadences et du rendement imposé aux aînés. Ils réclameront aussi la publication de la nouvelle loi instituant des CHS dans tous les puits et services, un premier acquis de leurs luttes incessantes.

Cinquante-quatre jours après l'assassinat des seize mineurs au puits 5, les mineurs de Merlebach crieront leur haine de l'insatiable appétit de profit des H.B.L. Ils affirmeront avec plus de force encore leur volonté d'imposer la sécurité. Wilfrid sera vengé !

En p. 12 la suite du reportage d'Eric BRÉHAT
Aujourd'hui : Espionnage et
« droits historiques »
Que cherchent-ils
dans la Manche ?

LA LUTTE ACTUELLE EN CHINE

-2-

LES ENSEIGNEMENTS DE LA LUTTE CONTRE LIN PIAO

Gabriel FERREOL

A partir du moment où l'on écarte la conception franchement métaphysique élitiste de la lutte entre les deux voies dans le Parti Communiste, où l'on se refuse à envisager qu'une minorité d'individus, en vertu d'on ne sait quelles qualités innées, puissent être, seuls, dans et en définitive contre le Parti, porteurs des positions prolétariennes, de la ligne juste, d'autres questions peuvent surgir. Mais alors comment les quatre qui sont dénoncés comme des révisionnistes, des représentants typiques de la bourgeoisie, comme des conspirateurs et arrivistes bourgeois de longue date, ont-ils pu accéder à des responsabilités si importantes dans le Parti ? Comment leurs positions et leur nature de classe n'ont pas été démasquées beaucoup plus tôt ? Pourquoi a-t-il fallu qu'ils en viennent à se lancer dans un complot pour être débusqués et défaits ?

Il n'est pas possible de répondre à ces questions si l'on fait abstraction de l'expérience même du Parti Communiste Chinois (PCC), et des leçons qu'il a tirées de sa dixième grande lutte de ligne : celle contre Lin Piao. On ne peut comprendre la mobilisation politique de tout le Parti et des larges masses dans la dénonciation des quatre, si on n'envisage pas qu'ils se sont trempés et armés dans le cours de la lutte contre Liu Shao-chi et aussi de la lutte contre Lin Piao qui l'a suivie.

Les ouvriers de l'exploitation pétrolière de Tating, mobilisés par leur comité de Parti, et qui depuis des années se placent à l'avant garde de la lutte pour la révolution et pour promouvoir la production, prennent une part très active, aujourd'hui, à la dénonciation et à la critique de la bande des quatre. Et ils insistent avec beaucoup de netteté sur la similitude idéologique et politique entre les quatre et Lin Piao : « tout comme Lin Piao, affirmant-ils, ils sont des contre-révolutionnaires à double face ».

Car Lin Piao également, avait voulu se faire passer comme l'un des principaux protagonistes de la Révolution Culturelle. Il avait aussi réussi à se hisser aux plus hautes responsabilités, lorsqu'il se lança dans un complot : son projet de coup d'Etat contre révolutionnaire armé, qui prévoyait de supprimer physiquement le président Mao, et de constituer un nouveau Comité Central à sa botte.

LE PROCESSUS SUIVI PAR LIN PIAO

C'est Chou En-Lai, dans le rapport qu'il présenta au X^e Congrès du PCC, au nom du Comité Central qui tira les enseignements de la lutte contre Lin Piao. Et il est important d'examiner comment il a expliqué alors le cheminement suivi par Lin Piao :

« Lin Piao, cet arriviste bourgeois, ce conspirateur et cet individu à double face, a poursuivi son entreprise, au sein de notre Parti, pendant non pas dix et quelques années, mais plusieurs décennies ; il a suivi un processus au cours duquel il a évolué et s'est démasqué. Il nous a fallu également passer par tout un processus pour le connaître. Marx et Engels ont dit dans le « Manifeste du Parti Communiste » : « Tous les mouvements historiques ont été jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité ». « Se mettre au service de l'écrasante majorité de la population de

la Chine et du monde » est une des principales conditions établies par le président Mao pour les continuateurs de la cause révolutionnaire du prolétariat, condition qui est d'ailleurs énoncée dans les Statuts de notre Parti. Edifier un parti dans l'intérêt de l'écrasante majorité ou de la minorité ? Telle est la ligne de partage entre un parti prolétarien et un parti bourgeois, la pierre de touche permettant de distinguer les vrais communistes des faux. Lin Piao adhéra



Réunion des ouvriers du champ pétrolière de Tating au cours de la lutte contre Lin Piao

au Parti Communiste dans les premiers temps de la révolution de démocratie nouvelle en Chine. Déjà à l'époque, il avait cédé au pessimisme et perdu confiance dans l'avenir de la révolution chinoise. Juste après la Conférence de Koutien (décembre 1929), le président Mao lui écrivit une longue lettre : « Une étincelle peut mettre le feu à tout la plaine », pour l'éduquer avec sérieux et patience. Les faits prouvent que Lin Piao n'avait pas du tout transformé sa conception idéaliste du monde, propre à la bourgeoisie. Aux tournants cruciaux de la révolution, il commit toujours l'erreur déviationniste de droite et toujours usa du double jeu pour duper, par de fausses apparences, le Parti et le peuple. Cependant, avec le développement continu de la révolution chinoise et en particulier lorsque celle-ci se transformait, de par sa nature en une révolution socialiste et gagnait graduellement en profondeur en vue de renverser définitivement la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses, de substituer la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie et d'assurer le triomphe du socialisme sur le

capitalisme, Lin Piao, ce type de responsable engagé dans la voie capitaliste et travaillant exclusivement au profit de la minorité, poussa son ambition toujours plus loin à mesure que s'élevait son rang, surestima ses propres forces tout en sous-estimant celles du peuple ; dès lors il ne put plus continuer à se dissimuler, et il se porta nécessairement sur le devant de la scène pour se livrer à une épreuve de force avec le prolétariat. Et lorsque répondant aux besoins des ennemis de classe de l'intérieur et de l'extérieur et obéissant au bâton de commandement du révisionnisme soviétique, il tenta avec insolence de « prononcer ces paroles décisives », cela le démasqua complètement et sanctionna sa faillite totale.

Engels a dit à juste titre : « Le développement du prolétariat s'accompagne partout de luttes intérieures... Ceux qui ont, comme Marx et moi combattu toute leur vie les soi-disant socialistes plus que quiconque (car nous envisageons la bourgeoisie seulement comme classe et ne lui avons presque jamais livré de combats isolés), ceux-là ne seront pas trop désolés de voir éclater l'inévitable lutte ». (lettre de F. Engels à A. Bebel, 28 octobre 1882).

ÉDIFIER LE PARTI DANS L'INTÉRÊT DE L'ÉCRASANTE MAJORITÉ OU DE LA MINORITÉ ?

Chou En-Lai souligne que « Lin Piao, cet arriviste bourgeois... a suivi un processus au cours duquel il a évolué et s'est démasqué ». Et il ajoute, en ce qui concerne le Parti : « il nous a fallu également passer par tout un processus pour le connaître ».

Quel est le processus suivi par Lin Piao ? Dès 1929, « il avait cédé au pessimisme et perdu confiance dans l'avenir de la révolution chinoise ». Il a été critiqué alors dans le Parti, par Mao Tsé-toung lui-même. Mais « les faits prouvent que Lin Piao n'avait pas du tout transformé sa conception idéaliste du monde, propre à la bourgeoisie ».

C'est là que réside le problème de fond.

Comme l'indique Mao Tsé-toung : « l'opposition et la lutte entre conceptions différentes apparaissent constamment au sein du Parti ; c'est le reflet, dans le Parti, des contradictions de classes et des contradictions entre le nouveau et l'ancien existant dans la société. S'il n'y avait pas dans le Parti de contradictions, et de luttes idéologiques pour les résoudre, la vie du Parti prendrait fin ».

C'est la lutte idéologique qui résout constamment les contradictions, les conceptions différentes qui apparaissent dans le Parti. Cela veut dire que par la lutte la conception prolétarienne du monde s'affermi, se précise et se développe dans tous les domaines, élimine les conceptions erronées et que, dans ces luttes, l'ensemble du Parti se transforme et parvient à une unité idéologique et politique supérieure.

A partir du moment où un membre du Parti refuse de transformer sa conception du monde, conserve par devers lui, ses conceptions idéalistes, bourgeoises, malgré les critiques et la lutte menée contre elles dans le Parti, il s'engage nécessairement dans un processus où il entre en opposition avec l'ensemble du Parti.

Ne pas transformer sa conception idéaliste du monde, cela signifie en particulier rester persuadé que les idées et les individus mènent le monde, persuadé que ses propres idées sont justes, sans avoir besoin de rechercher la vérité dans les faits, c'est nier que la ligne juste ne peut s'élaborer qu'à partir de la pratique révolutionnaire des masses et de tout le Parti, centralisée et concentrée dans le cadre du fonctionnement centraliste démocratique du Parti. Cela signifie dans le cadre du Parti, se refuser à « faire preuve de franchise et de droiture », taire ses positions parce que l'on sait qu'elles vont être combattues et isolées par les positions prolétariennes, donner son accord formel ou même approuver ostensiblement. Et cela pour préserver les intérêts de l'individu, sa place et son pouvoir dans le Parti, pour se hisser même à des postes plus élevés. C'est user systématiquement « du double jeu pour duper, par de fausses apparences le Parti et le peuple ». Car la logique bourgeoise, individualiste de cette démarche c'est bien d'arriver à considérer que la seule façon de faire prévaloir son point de vue dans le Parti, contre l'immense majorité du Parti, c'est en définitive de se faufiler aux plus hauts postes de responsabilité pour usurper le pouvoir et imposer alors ses conceptions et sa ligne bourgeoise à tout le Parti.

Au terme de ce processus, Lin Piao a cru son heure venue au lendemain du IX^e Congrès du PCC où il était parvenu à se faire élire vice-président du Comité Central. Il a cru qu'il lui suffisait alors avec sa clique d'éliminer le président Mao et, par un coup de force, de constituer un nouveau Comité Central pour usurper le pouvoir. De même les quatre, après la disparition de Chou En-lai puis de Mao Tsé-toung ont cru qu'ils étaient en position d'usurper le pouvoir dans le Parti et dans l'Etat et ont tenté de mettre en œuvre leur complot.

Aussi, c'est seulement au terme de ce long processus, que de tels arrivistes bourgeois se démasquent, se portent « nécessairement sur le devant de la scène pour se livrer à une épreuve de force avec le prolétariat ». C'est à ce moment là qu'ils sont démasqués et qu'éclate au grand jour le caractère antagonique de la contradiction qui les oppose à l'ensemble du Parti Communiste.

à suivre

Licenciements : BEULLAC ET CEYRAC RÉCIDIVENT défendons notre emploi

Ils'agit en effet, notamment par les mesures limitant le crédit aux entreprises, de faire en sorte que celles-ci ne se contentent pas d'empocher le super-profit dû à l'inflation, mais aussi liquident leurs secteurs les moins rentables ; et, sur le plan d'ensemble, de débarrasser l'appareil économique capitaliste de ses

récession, et dont il était prévisible qu'il s'accompagnerait d'un cortège de licenciements et de fermetures d'entreprises : c'est deux millions de chômeurs qu'ils veulent.

Ce projet n'est pas nouveau : c'est une version renforcée que Giscard avait

fermeture, que les menaces sur l'emploi s'aggravent chaque jour, cette riposte est plus que jamais nécessaire. Et le caractère concerté de l'intransigeance patronale, le lien étroit entre l'offensive contre le pouvoir d'achat et celle contre l'emploi, exigent que cette riposte soit unie, qu'elle rassemble en un seul mouvement, non seulement les luttes contre les licenciements, mais l'ensemble des combats de la classe ouvrière.

S'ils sont unis sur la nécessité de nous faire payer la restructuration, les différents dirigeants de la bourgeoisie hésitent par ailleurs sur des questions tactiques. Ceyrac, dans le même temps où il se prononçait pour les licenciements, affirmait en effet : « Il faut de toute urgence mettre en place les moyens d'un nouveau redémarrage économique ». Est-ce, comme on le prétend dans la presse du patronat, que ces messieurs découvrirait tout d'un coup un danger de récession ? On peut en douter : le plan Barre supposait, par ses choix mêmes, de manœuvrer à la limite de cette éventualité, afin

de forcer « l'assainissement » de l'économie, en mettant en difficulté les secteurs retardataires : la « découverte » du chef de file du patronat n'en est pas une.

Il en avait déjà parlé d'ailleurs modérément lors de la publication du plan Barre. Les soudaines injonctions de Ceyrac à Barre ne doivent donc pas principalement s'interpréter comme une aggravation imprévue de la situation économique, mais plutôt comme une nouvelle perte de confiance de la bourgeoisie dans le plan du gouvernement. Ne se réduisant pas à un simple plan économique, le plan Barre avait aussi pour fonction de restaurer la confiance des différents clans bourgeois qui refusent l'union de la gauche, et de ressouder leur unité derrière Giscard : les querelles de la « majorité », amplifiées avec les récentes élections législatives partielles révèlent crument l'échec de ce projet. Les soudaines protestations de Ceyrac, confirment cet échec politique, un de plus du giscardisme.

Jean LERMET



«Canards boiteux» : les entreprises les plus archaïques sur le plan technique.

La bourgeoisie, qui veut ainsi régler ses propres difficultés, entend bien le faire à nos dépens : plan d'austérité, le plan Barre était nécessairement un programme plaçant l'économie capitaliste française à la limite de la

déjà mis sur pied à la fin de 1974, et auquel les luttes de masse pour l'emploi, les occupations résolues d'entreprises, prolongées des mois durant, la cohésion des ouvriers défendant leur travail, avaient permis de faire échec. Aujourd'hui que plus de deux cents entreprises sont encore occupées par les travailleurs qui refusent leur

Le premier peloton d'intervention rapide va s'installer à Chantilly

Les nouveaux pelotons de gendarmerie mobile 24 heures sur 24, annoncés par le directeur de la gendarmerie nationale commenceront à se mettre en place à Chantilly, dans l'Oise. Dix huit gendarmes patrouilleront 24 heures sur 24 à bord de voitures sur le territoire qui leur sera assigné.

Dans l'immédiat, ce sont sept pelotons d'intervention rapide qui seront créés, mais il est prévu de doter l'ensemble du territoire de ces pelotons. Au total, ce sont 72 000 gendarmes qui sillonneront les routes en permanence pour exercer une surveillance.

En bref... En bref... En bref...

● **DES RATÉS :** Quel est, selon vous, le moteur de l'économie capitaliste ? Le profit, n'est-ce pas ? Eh bien, tel n'est pas l'avis de Monsieur Gaudard, de « L'Humanité ». Dans un article sur le plan Barre, il parle de « la consommation populaire, principal (sinon seul) moteur de l'économie ». Ce n'est pas un hasard. Voici maintenant plusieurs années, depuis qu'ils affirment que « la crise n'est pas fatale », telle est au fond la thèse qui sert aux révisionnistes à masquer la nécessité de détruire le capitalisme. Simplement, M. Gaudard vient de vendre la mèche.

● **Bergeron a confirmé** que « s'il devait y avoir des négociations dans la fonction publique, ce ne serait pas avant le mois de mars ». Alors, pourquoi doit-il rencontrer Barre par deux fois dans le courant de décembre, sinon pour tromper son monde et le faire patienter ?

● **Au cours d'une conférence de presse** le collectif « Justice pénale nouvelle » qui regroupe les syndicats de magistrats et d'avocats a dénoncé les projets de loi de Ponia-towski sur la fouille des véhicules et le port d'armes qui doivent venir en discussion devant l'Assemblée nationale à partir du 25 novembre.

● **La gravité de la maladie du maire de Lyon, Louis Pradel, a été confirmée hier implicitement par la municipalité, qui a annoncé que celui-ci avait cessé toute activité. Voilà donc une ville de plus où la compétition risque d'être vive aux élections de mars prochain.**

● **Réuni hier matin, le bureau exécutif du groupe UDR de l'Assemblée Nationale a pris deux positions allant dans le sens d'une épreuve de force avec Giscard. D'une part, il a maintenu son opposition à la candidature de D'Ornano à la mairie de Paris. D'autre**

part, il a confirmé que ce groupe fera opposition à l'Assemblée Nationale, à la réforme du Fonds Monétaire International, acceptée par Fourcade à la Jamaïque, et qui supprime toute référence à l'or dans le système monétaire international capitaliste.

● **BEULLAC CONFIRME ENCORE !**

Interviewé hier soir, le ministre du chômage, Beullac, a encore répété : « Pour les entreprises qui ont des difficultés durables, dans certains cas, les licenciements sont nécessaires ».

problemes du marxisme-leninisme

18

1-A PROPOS DE L'OC GOP ET DE RÉVOLUTION

Examiner les conditions pour l'avancée de la révolution en France aujourd'hui exige de porter une grande attention à la question du révisionnisme et du réformisme. En effet, de l'analyse de ces phénomènes, découlent des conséquences décisives pour la révolution dans notre pays. De ce point de vue, les positions de Révolution ! et de la future organisation fusionnée telles qu'elles peuvent apparaître à l'issue du troisième Congrès de Révolution !, ou sous forme d'extraits du projet de thèses préparé en commun par les directions de l'OC Révolution et de l'OC-GOP et présenté dans leur journal dernièrement, méritent qu'on s'y arrête. Notons d'abord que Révolution ! n'envisage pas la question du révisionnisme de façon spécifique, mais utilise la seule notion de réformisme. Sous ce terme, elle comprend donc nécessairement et le réformisme classique, et le révisionnisme moderne. Pourtant, si le révisionnisme moderne du PCF possède de nombreux points communs avec le réformisme vieux style — et fondamentalement celui de tenter de détourner la classe ouvrière de la révolution — il ne peut être confondu avec lui. En effet, il doit, pour tromper la classe ouvrière, dans les conditions spécifiques aujourd'hui, — du point de vue de la situation en France et dans le Monde — se distinguer de la vieille social-démocratie et proposer un projet spécifique.

Le révisionnisme moderne ne constitue pas une simple résurgence des vieux partis réformistes de la II^e Internationale. A plus forte raison ne peut-il être confondu avec le parti socialiste de Mitterrand, parti de la grande bourgeoisie disposé à gérer loyalement ses affaires. Examinons cela de plus près. Certes, le révisionnisme moderne et le réformisme vieux style, ont un fond commun : s'opposer en tout point aux intérêts historiques du prolétariat et le détourner de la révolution armée. Pourtant, le révisionnisme moderne est celui d'une époque spécifique : depuis l'époque de la Seconde Internationale, le capitalisme lui-même a évolué, d'embryonnaire, le capitalisme monopoliste d'Etat s'est constitué pleinement. Le premier Etat socialiste au monde a dégénéré, s'est transformé en son contraire et constitue aujourd'hui un capitalisme d'Etat, auquel se réfèrent les révisionnistes.

Mais du point de vue de la situation dans notre pays, des transformations significatives se sont produites également. La classe ouvrière en France a l'expérience du réformisme vieux style, elle a accru sa clairvoyance par rapport à celui-ci.

Mais il ne faut pas perdre de vue non plus que le PCF, compte-tenu de l'ancienneté relative de sa dégénérescence, a vu sa base de classe changer. Celle-ci est constituée par l'aristocratie ouvrière — couche corrompue par l'impérialisme, issue de la classe ouvrière et étrangère à celle-ci — et de couches petites bourgeoises : le PCF n'est plus un parti composé principalement d'ouvriers. Il est donc impératif de bien prendre en compte la différence importante qui existe entre réformisme classique et révisionnisme moderne. Sinon, la spécificité du révisionnisme moderne se trouve noyée dans la notion de réformisme, et c'est un vieux schéma qui tient lieu d'analyse concrète. Les révisionnistes modernes ont un projet plus ample que celui d'attendre d'une victoire électorale de l'union de la gauche, une possibilité pour eux de participer à la gestion des affaires de l'Etat. Leur projet, c'est de se hisser au pouvoir pour imposer un certain nombre de réformes du capitalisme monopoliste d'Etat entraînant une restructuration à leur profit de la classe bourgeoise. C'est ce qui explique l'inquiétude réelle, l'opposition de la bourgeoisie actuellement au pouvoir face à l'éventualité d'une application possible du projet révisionniste.

Cela nous amène à un autre aspect du point de vue de Révolution ! Non seulement, cette spécificité du révisionnisme moderne est complètement gommée par Révolution !, mais c'est la nature même des idéologies révisionnistes et réformistes qui n'apparaît pas clairement. Au service de quelle classe celles-ci fonctionnent-elles ? Si l'on s'en réfère aux textes de Révolution !, il faudrait contraindre les partis révisionnistes et réformistes à prendre en compte des objectifs révolutionnaires, il faudrait les pousser. Ce point de vue est confirmé dans le texte d'Outil-Révolution ! où il est écrit : « Si la situation objective les place de fait en opposition avec le régime actuel, donc à nos côtés (des révolutionnaires), elle n'implique pas que les réformistes acceptent de faire front avec nous dans une défense cohérente des intérêts immédiats ». Quelle est la nature de cette opposition au « régime actuel » ? — qu'il faudrait d'ailleurs spécifier et pour le PS et pour le PCF — En réalité, les révisionnistes et les réformistes sont considérés ici comme étant alors du côté de la classe ouvrière, de façon inconsciente, peu efficace. Ils peuvent contribuer à constituer un rapport de force contre la bourgeoisie. A quelles pratiques cela conduit-il du point de vue de la lutte contre le révisionnisme ? C'est ce que nous examinerons demain.

LUTTES OUVRIÈRES

SÉGUY AU 29^e CONGRÈS DE LA FTM-CGT

DES DISCOURS RONFLANTS POUR FAIRE PATIENTER LES TRAVAILLEURS ...

C'est aujourd'hui que se termine le 29^e Congrès de la Fédération CGT des travailleurs de la Métallurgie qui s'est ouvert samedi dernier à St-Étienne. Douze cent délégués participent à ce congrès qui représentent (selon la direction CGT) 430 000 syndiqués.

L'intervention de Séguy constitue un événement à l'intérieur de ce congrès. De son intervention, on peut dégager plusieurs points-clés : l'appel à «ne pas attendre ni les mots d'ordre d'en haut, ni l'arrivée de la gauche au pouvoir pour engager

l'action», le rappel (une fois encore) de la nécessité de la grande centrale syndicale unique et «la grille unique des salaires de l'OS à l'ingénieur».

C'est un discours qui se voulait mobilisateur qu'a prononcé Séguy, un discours qui «ne coûte pas cher» comme on dit, car quelles propositions d'actions vont-elles sortir de ce 29^e Congrès de la FTM-CGT ? Quelle suite dans les faits aux discours ronflants de Séguy depuis la tribune ? D'autres journées d'action, des pétitions, des délégations aux élus... Les travailleurs réclament autre chose.

«Ce ne sont pas des courbettes qui feront plier le bloc patronal et gouvernemental, mais la lutte unie des travailleurs...». Séguy énonce là un vieux principe bien connu des travailleurs !

On cherchera vainement la trace de la moindre proposition d'action dépassant le stade (peut-être nécessaire) de la journée d'action ou de la pétition...

Séguy met en garde contre l'attentisme. Il appelle à ne pas rester inactif d'ici à 78. Que faire et comment ? Là-dessus, pas un mot !

les militants de la CFDT, notamment les 40% d'oppositionalistes parmi lesquels de nombreux militants de la métallurgie, du congrès d'Annecy.

DE LA CENTRALE SYNDICALE UNITAIRE...

Depuis quelque temps déjà, les dirigeants CGT et tout particulièrement Séguy, ne ratent pas une occasion pour parler de leur grand projet de centrale syndicale unitaire. Tel déjeuner de presse, réunion ou inauguration de ceci ou de cela, tel discours dans un congrès tel article dans «L'Humanité»... comporte presque à tous coups une référence à ce projet. Ce 29^e Congrès de la FTM-CGT ne pouvait se tenir sans qu'il y soit fait allusion, d'autant plus qu'une délégation de la FGM-CFDT, était présente avec Chèreque son secrétaire. Celui-ci en réponse affirmait que «l'autogestion n'est pas une alternative au programme commun. La FGM a porté depuis longtemps une appréciation positive sur le programme commun de la gauche...»

Voilà qui ne manquera pas d'être apprécié par

...A LA FAMEUSE «GRILLE UNIQUE DES SALAIRES»

Séguy réservait une large place dans son intervention à la fameuse «grille unique de l'OS à l'ingénieur». Il a éprouvé le besoin de «préciser la position de la CGT» face aux «...théoristes égalitaires ou ouvriéristes d'inspiration gauchiste à propos de la hiérarchie des salaires...». Nul doute

que cette nécessité de réaffirmer (particulièrement en cette période d'ouverture de la campagne électorale) l'attachement de la CGT à la hiérarchie des salaires est commandée par deux raisons : 1^e poursuivre l'opération en direction des cadres et ingénieurs, 2^e tenter de la justifier face aux travailleurs qui la remettent sans cesse en cause.

Séguy affirme démagogiquement : «Nous ne sommes pas pour n'importe quelle hiérarchie des salaires, nous sommes pour la grille unique de l'OS à l'ingénieur... qui laisse ouvertes toutes les possibilités de perfectionnement et de promotion de telle manière notamment que l'OS ne soit pas condamné à végéter toute une vie durant au même coefficient et à la même fonction avec un salaire dérisoire».

C'est toujours la vieille musique, mais avec des couplets nouveaux. Force est à M. Séguy de cons-

tater que ce sa fameuse «grille unique de l'OS à l'ingénieur», les travailleurs, y compris ceux syndiqués à la CGT, n'en veulent pas et y opposent les augmentations uniformes, égales pour tous. Tous les sondages, toutes les consultations (même là où la CGT est majoritaire) arrivent aux mêmes résultats : les travailleurs ne veulent pas se battre pour les revendications de ceux qui participent et vivent de leur exploitation, ils réclament des augmentations uniformes.

Dans le cours même de ce 29^e Congrès de la FTM (et malgré la sévère sélection opérée par les UD pour le choix des délégués), des congressistes se seront faits l'écho de cette volonté des travailleurs. C'est préoccupant pour la direction confédérale ! C'est ce qui explique cet assaut de démagogie de Séguy.

Gérard PRIVAT

Arrestation d'un délégué CFDT de l'AREA et de quatre militants CGT

Patrick Voekel, délégué CFDT à l'entreprise AREA (construction d'autoroutes) a été arrêté en sortant de son domicile. Quatre militants CGT de la même entreprise ont été également arrêtés. Ces arrestations sont à mettre en liaison avec la grève qu'ont menée les travailleurs de cette entreprise en septembre de cette année. Bloquant à deux reprises (pendant onze jours) l'autoroute Lyon-Chambéry.

D'autre part, le délégué CFDT s'était montré particulièrement actif dans le soutien à la lutte des travailleurs de Léon Grosse.

Cette nouvelle atteinte aux libertés exige une riposte large. Les travailleurs participeront massivement à la manifestation contre la répression organisée à Lyon en fin de semaine.

«CFDT-Magazine», une revue pour quoi faire ?

La CFDT vient de sortir son nouveau magazine mensuel qui s'intitule : «CFDT-Magazine». C'est en remplacement de «Syndicalisme-Magazine» jugé peu en prise sur la réalité que cette nouvelle revue paraît.

Une bien meilleure présentation, le souci apparent de rendre compte des différents aspects de la vie des travailleurs, ainsi que des grands problèmes nationaux et internationaux, tel se présente ce magazine. Ce serait une arme dans les mains des syndicalistes, de ceux qui mènent le combat sur des bases de lutte de classe et de masse. Mais voilà, ce sont bien sûr les réformistes de la direction confédérale qui vont tenir cette arme en main. Le fait qu'ils aient, sous des prétextes fallacieux, déjà supprimé les rubriques «colonnes ouvrières» dans «Syndicalisme-Hebdo» laisse prévoir la manière dont ils comptent utiliser leur nouveau journal.

Il appartiendra aux militants CFDT de faire valoir leur point de vue, d'exiger que cette arme soit mise au service des luttes des travailleurs.

Chantiers navals de la Ciotat : à propos des classifications

Des milliers d'ouvriers descendent dans la rue

Aux Chantiers navals de la Ciotat, travaillent des milliers d'ouvriers. Depuis plusieurs mois, ils multiplient les actions au sein des chantiers, actions qui vont des débrayages tournants à la réduction des cadences de travail. C'est dans le cadre de ces mouvements qui ne se démentent pas, et pour les porter à un niveau supérieur, que des milliers d'ouvriers ont défilé vendredi, dans les rues de la ville. L'objectif de ce mouvement porte sur le refus de la grille de classification que la direction tente d'appliquer. La question de rallier les travailleurs des autres usines du trust se pose : de nombreuses revendications connues existent : notamment l'amélioration des conditions de travail, l'amélioration de la sécurité.

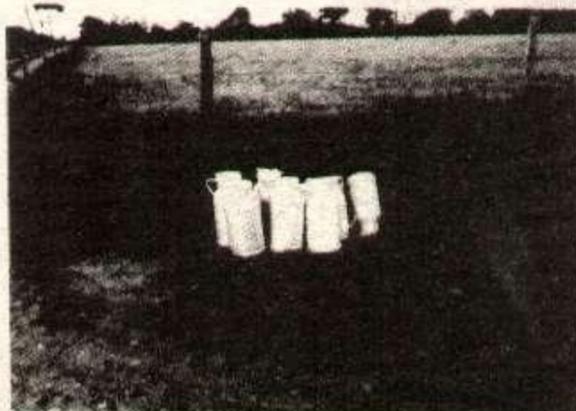


Les travailleurs de Paris-Rhône refusent les augmentations en pourcentage

LES MINISTRES DE L'EUROPE VERT ET LES EXCÉDENTS DE LAIT...

PRENDRE DANS LA POCHE DU PAYSAN POUR DONNER AUX TRUSTS LAITIERS

Réunis à Bruxelles depuis lundi, les neuf ministres de l'Europe verte sont en train de fomenter les plans de la nouvelle réglementation laitière européenne qui viserait à endiguer les excédents de production enregistrés ces dernières années. Les paysans savent que dans le catalogue des mesures mis au point par Lardinois et Van der Stee, les ministres belge et hollandais de l'agriculture, il en est une, lourde de menace pour les niveaux de vie et le revenu des petits producteurs laitiers : c'est la proposition de Lardinois de «taxer les producteurs afin de les faire participer à la résorption des excédents». En clair, prélever entre 2,5 % à 4 % du paiement de la production annuelle à partir d'un seuil fixé à 40 000 litres.



On sait depuis hier que les ministres se sont mis d'accord sur cette mesure d'amputation du revenu des petits producteurs laitiers. On saisira mieux l'importance et l'ampleur de cette attaque contre de larges couches de la paysannerie en sachant que des producteurs avec dix vaches tomberont sous le coup de cette pénalisation ! Mais ce n'est là encore qu'une pièce de cet échafaudage élaboré par les maîtres d'œuvre de l'Europe agricole capitaliste. Car, en même temps qu'ils s'entendent pour piller la petite paysannerie, les ministres comptent redistribuer ce butin aux trusts industriels laitiers, industries de transformation, etc... au titre de «prime de non commercialisation !» Prendre dans la poche du paysan pour «aider» Nestlé ou BSN-Gervais à payer des frais de stockage prolongé.

Mais cette dernière mesure nous éclaire également sur les raisons du silence complice du syndicalisme «officiel» et de la FNSEA en

particulier. Quand on est à la fois riche propriétaire de grandes étables et actionnaire direct des trust laitiers comme c'est le cas de nombre de dirigeants du syndicalisme «unitaire», quelles raisons obligeraient à tirer le signal d'alarme contre de telles mesures quand on en sera soi-même bénéficiaire ?

Après la sécheresse de l'été dernier qui a saigné à blanc nombre de budgets paysans, au moment où les trusts et leur commis Bonnet s'ingénient par toutes sortes de moyens et d'artifices crapuleux à faire baisser le prix du lait à la production (paiement à la qualité, paiement à la matière azotée, augmentation du prix des aliments, du bétail, accélération de l'installation des tanks de ferme, etc...), il s'agit aujourd'hui pour les petits et moyens paysans de prendre en mains sans tarder l'organisation de la riposte à cette politique qui ne connaît qu'un principe : leur élimination.

LUTTES OUVRIÈRES

LÉON-GROSSE

LES GRÉVISTES TIENNENT TÊTE À LA RÉPRESSION SOUS TOUTES SES FORMES

La société libérale de Giscard-Barre-Ponia montrée sans commune mesure son vrai visage. Les faits sont là : la hargne fasciste, la violence patronale, la répression policière, l'attaque intolérable contre les droits les plus élémentaires, les travailleurs de Léon-Grosse ont du tout affronter. Aujourd'hui, ce n'est certainement pas leur combativité et leur détermination qui sont en cause.

Lundi matin, après le week-end où la plupart des marchés de Lyon ont retenti des appels au soutien, où de nombreux tracts montrant l'enjeu de la lutte furent diffusés, les travailleurs de Léon Grosse tenaient leur assemblée générale. Toutes négociations bloquées, risques d'expulsion. Ils jugeaient que seuls, ils ne pouvaient aller plus loin. La reprise était décidée mais avec la même détermination : « La lutte continue à l'intérieur et à l'extérieur » disaient-ils.

Se présentant à leurs différents chantiers en début d'après-midi, le directeur, les chefs étaient là : « Dois-je te licencier toi aussi ! Fous le camp, on ne te veut plus ». A la fois, la haine contre les travailleurs qui n'ont jamais reculé et le mépris d'un patron dont les appuis ont été importants. Tous les grévistes sont mis à pied une semaine. En plus des vingt, d'autres sont licenciés. Mardi matin, les gars sont retournés au chantier faire constater cela par un huissier.

Depuis lundi matin, dans les autres boîtes, Brandt, CGEE, PTT... le soutien à la lutte se concrétisait et rencontrait un large écho. Dès que les nouvelles furent connues, la colère éclata. Mais là encore, les gars dans les boîtes ne plèrent

pas les genoux. Pour ces deux travailleurs de Petercem, les conclusions, c'était bien : « C'est vraiment tous ensemble qu'il faut partir, comme en 68 et sans attendre, sinon on se fera écraser ».

Des risques sérieux d'expulsion pèsent sur les travailleurs de Léon Grosse. Mais les gars, comme depuis quatre semaines, n'ont pas peur. Le soutien,

encore dispersé et pas assez massif, qui s'est manifesté autour de la lutte, la pratique des militants de la construction-bois CFDT, la mobilisation des cellules du PCR dans les boîtes, tout cela, s'il reste encore à renforcer et à coordonner, montre que nous en sommes à une étape nouvelle.

Le seul tract sorti par les hommes du P«C»F dans la

CGT fut pour dénoncer les révolutionnaires. L'UD-CGT a refusé de s'associer à la manifestation contre la répression en fin de cette semaine. Pour de nombreux militants et travailleurs, cette lutte a fait avancer d'un grand pas la conscience de la nécessité de rassembler les forces, de débattre de la riposte à préparer.

Corr. Lyon



CAISSES D'ÉPARGNE PARISIENNES 50^e jour de lutte !

DEMAIN, PREMIÈRE DES DEUX JOURNÉES NATIONALES D'ACTION

Cinquante ! C'est le nombre de jours de lutte atteint par les employés des Caisse d'Épargne Parisienne. Hier encore, à l'Assemblée Générale quotidienne, 19 rue du Louvre, les «*Ecureuils*» étaient venus aussi nombreux, voter la continuation de la lutte. Et c'est demain, alors que la huitième semaine de grève est engagée, que démarre la première des deux journées nationales d'action dans les Caisse d'Épargne. Les dirigeants de

la lutte ont confirmé que vendredi 26, une grève de solidarité aura lieu dans les banques.

C'est dans cette situation que vient de se terminer, à Lyon, le Congrès National CFDT des Caisse d'Épargne. Au cours de celui-ci, et notamment lors de la tenue de séances de nuit convoquées à cet effet, la lutte des «*Ecureuils*» a longuement été évoquée. Les délégués se sont prononcés

pour une extension du mouvement en province. Les journées d'action de demain et après-demain peuvent en être l'occasion. C'est possible et nécessaire. Les employés des Caisse d'Épargne, à travers tout le pays, au-delà du soutien qu'ils apporteront à leurs camarades de Paris, pendant 48 heures, sont eux aussi gravement menacés par l'attaque que préparent Giscard-Barre dans la fonction publique. Il s'agit pour eux de préserver leur statut. Et comment donc gagner face à l'intransigeance patronale et gouvernementale, sinon en créant ce rapport de force large ?

Les cinquante jours de lutte qui n'ont pas fait céder la Direction sont là pour montrer qu'il faut passer à ce stade supérieur ! Dans la mesure où, comme l'ont souligné nombre de grévistes il y a deux jours encore, «*c'est l'ensemble des revendications qu'il faut faire aboutir*».

Pendant ce temps et en réponse, on apprenait hier, que le Conseil d'Administration des Caisse d'Épargne était en train de se réunir. A coup sûr, sa tactique va consister à faire traîner en longueur les négociations (pour peu qu'elles s'ouvrent), à la fois pour tromper et tenter de décourager les grévistes. Nous ne devons pas nous laisser prendre à ce jeu, être fermes jusqu'au bout ! Non le plan Barre ne passera pas aux Caisse d'Épargne !

32 H de grève à Naphta-Chimie-Lavéra «C'est un coup de semonce»

Lundi matin, à 5 H, les équipes travaillant en poste ont cessé le travail jusqu'au mardi à 13 H. En plus des revendications sur les conditions de travail et le maintien des avantages acquis, la CGT et la CFDT exigent une augmentation de 70 F minimum pour tous alors que la direction propose des augmentations qui reviennent à ne rien donner aux 150 salariés les plus mal payés alors que des sommes de plus en plus fortes seraient payées en montant dans la hiérarchie. «*C'est un coup de semonce*» a déclaré un syndicaliste CFDT, «*avant la réunion du Comité Central d'Entreprise qui se tient au début décembre*».

Cette action limitée n'a pas fait reculer la direction de combat de cette entreprise. Rappelons qu'en juin dernier, elle avait ni plus ni moins essayé d'obtenir 45 millions d'anciens francs en trainant des délégués CGT et CFDT devant le tribunal d'Aix-en-Provence, après la grève des 27 et 28 mai.

Quel est l'impact d'une action aussi sectorielle alors que dans toutes les usines du golfe de Fos comme dans toutes celles de la Chimie, les patrons répriment les luttes comme à Rhône-Poulenc, à Saint-Auban, pour imposer leur plan de restructuration et de chômage ? «*Nous ne sommes pas contre les actions de secteurs, déclarait déjà en juin dernier un délégué CFDT, mais on voit que les patrons durcissent de plus en plus. Il est très difficile de les faire lâcher. Alors l'action par secteur est-elle suffisante ? On se demande si l'action ne va pas être de longue haleine, c'est-à-dire un arrêt total prolongé.*»

A la raffinerie BP, société française des pétroles, à l'entrée de Martigues, près de Lavéra, cette question se pose également de plus en plus alors qu'ils entament eux-aussi une lutte importante.

Philippot (Puy de Dôme) : le «cadeau de Noël» du patron : 12 licenciements !

Les Etablissements Philippot se trouvent au Puy (Puy de Dôme). Les ouvrières qui y travaillent fabriquent à l'heure de journée des blouses de travail.

Le patron vient de faire savoir qu'il ne pourrait plus faire face désormais à la concurrence étrangère et qu'en conséquence, pour Noël, il licencierait douze ouvrières, c'est-à-dire la totalité. En ce qui concerne la «*concurrence étrangère*», elle ne va pas tellement gêner le petit patron, puisqu'il a décidé de la vendre dans son magasin au détail qui lui, restera ouvert... Toujours est-il que les travailleuses ne sont pas prêtes à accepter ce «*cadeau de Noël*» d'un genre bien particulier. L'atelier doit rester ouvert !

Dans l'Aude : Ponia prépare-t-il un nouveau Montredon ?

On peut se poser la question devant l'arrivée d'un premier détachement de légionnaires du GIL, Groupe d'Instruction de la Légion étrangère à Corté, à la caserne de Lepasset de Castelnaudary dans l'Aude, actuellement occupée par les soldats du centre mobilisateur 143.

Alors que les responsables du CRAV ont annoncé qu'ils allaient reprendre l'action (Doumeng a été un des premiers visés), alors que Michel Romain, responsable de l'Aude est menacé d'inculpation après la visite «*rendue à Ramel*» au début de cette année, la demande du maire UDR de Castelnaudary, M. Cassabel, ne peut être ressentie que comme une nouvelle provocation contre la volonté de «*vivre et travailler au pays*».

Nouveau Montredon ? Cette question concerne tous les viticulteurs qui ne veulent plus se laisser ruiner, en voyant cette caserne capable d'accueillir sept cents légionnaires chassés de Corse après les assassinats en série.

Précisons que M. Cassabel trouvait que sa caserne était «*insuffisamment occupée*». Les viticulteurs de l'Aude ne tarderont certainement pas de lui dire ce qu'ils en pensent.

Les travailleurs de FR 3 en grève AUJOURD'HUI L'APPEL SURT-CFDT

Conformément aux décisions prises par le Conseil National du SURT (Syndicat Unifié de la Radio-Télévision - CFDT) du 19 novembre et en accord avec le SNRET-CGT et le SNJ (Syndicat National des Journalistes), le bureau syndical du SURT-CFDT appelle l'ensemble des travailleurs de la Société à cesser le travail à partir du 24 novembre 1976. En effet, depuis cette date, l'habitude de la direction tant au niveau des instances élues (Comités d'établissement et délégués du personnel) qu'à celui de la «*concertation*» avec les syndicats a créé une situation conflictuelle généralisée, ce qui a conduit les membres du Comité Central d'Entreprise à suspendre leurs

travaux, à saisir l'inspecteur du travail des entraves faites à son non-fonctionnement, et les organisations syndicales précitées à déposer une plate-

forme revendicative globale élaborée en commun dont la négociation ne peut être retenue que par l'action.

Dans le quartier du Marais

Une famille occupe un logement vide

Dans le quartier du Marais, à Paris, sept mille personnes sont logées dans des conditions précaires alors que cinq mille logements, ceux renoués par les promoteurs sont vides, vu leurs prix. Un couple d'ouvriers habitait depuis huit ans dans le quartier avec ses quatre enfants dans... une pièce cuisine ! Malgré de nombreuses demandes de relogement, le préfet n'a jamais proposé autre chose à cette famille qu'un logement... à trente kilomètres de Paris ! Vendredi, un logement vide d'un immeuble où en outre de nombreuses expulsions ont eu lieu, a été occupé par l'inter-comité du Marais, occupation soutenue par l'UL-CFDT de Paris-Centre.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En bref

● **Au congrès du CIDUNATI, Gérard Nicoud s'est violemment opposé aux contrôles fiscaux exercés sur les petits commerçants et artisans :** «Ce n'est plus à l'hôtel des impôts que nous irons, mais à l'appartement ou à l'immeuble où habite le fonctionnaire». Il s'agit de «groupes d'auto-défense».

● **A l'occasion de la quinzaine de rencontres Français-immigrés, organisée par le secrétaire d'État à l'Immigration, Dijoud, la CFTD communique :** «L'acquiescement pur et simple de l'auteur d'une tentative de meurtre sur un Algérien, aux assises de l'Orne, vient de montrer à l'évidence sur qui pèse l'insécurité dont parle tant M. Dijoud».

PLUS DE CHÈQUES AUPORTEUR ?

Durafour, le ministre des finances bis va proposer une loi réglementant l'utilisation des chèques bancaires. Il s'agirait de limiter l'utilisation des chèques : plus de chèques au porteur. Il faudra, pour pouvoir toucher un chèque, avoir un compte en banque, ce qui obligera ceux qui n'en ont pas encore à en prendre un.

Projets de lois sur la fouille des véhicules et le port d'armes

LA VOIE OUVERTE À TOUTES LES PROVOCATIONS

Suite de la p. 1.

LÉGALISER LES FOUILLES DES VOITURES

Actuellement, selon la loi les policiers n'ont pas le droit de fouiller un véhicule, ce qui n'empêche pas que cette pratique se fasse couramment. Avec la nouvelle loi, les flics auront toute possibilité de le faire légalement, ce qui ne manquera pas de multiplier ces interventions. Le prétexte invoqué est celui de la recherche des armes, munitions ou objets volés. En fait, cette loi permet aux flics d'agir à leur guise, sans contrôle d'aucune sorte, de rechercher ce qu'ils veulent aussi bien le militant syndical transportant dans sa voiture un paquet de tracts, que le truand convoyant des armes. Il est même prévisible que la nouvelle loi sera appliquée largement pour fouiller, ficher et même intercepter militants politiques et syndicaux.

L'EXTENSION DES CONDAMNATIONS POUR PORT D'ARMES

Le second projet de loi est tout aussi pernicieux. Il se présente comme une réglementation plus stricte du port d'armes. Il uniformise et aggrave les peines pour ports d'armes que ce soit des armes de première catégorie de quatrième ou de sixième catégorie, que ce

soit seulement des éléments d'armes ou des munitions. Concrètement, un couteau, ou même un manche de couteau, un bidon d'essence peuvent tomber sous le coup de la loi qui fournit une multitude de prétextes à

mettre la nouvelle législation. On voit quelles possibilités répressives nouvelles celle-ci ouvre au pouvoir contre tous ceux qui à des degrés divers luttent contre l'exploitation capitaliste.

Il importe de mener la



l'inculpation et à la condamnation d'éléments jugés dangereux pour le pouvoir. On se souvient de manifestants condamnés pour avoir porté sur eux un canif, c'est l'extension de ce genre de condamnations que per-

lutte contre ces projets scélérats, pour la défense des libertés démocratiques conquises par les travailleurs. Le pouvoir a déjà reculé par la lutte nous devons l'empêcher de faire passer ses projets.

Tabassé par les flics un étudiant sénégalais est jugé pour outrages à agents

Le 24 novembre 76 s'ouvrira à 15 Heures au Palais de Justice de Paris le procès intenté contre l'étudiant sénégalais Abdoulaye M'Bow victime en décembre 1974 d'une agression policière à caractère raciste.

Accompagné de sa femme et de leurs enfants en bas âge (un et deux ans), Abdoulaye M'Bow s'apprêtait à prendre un taxi à la gare de Lyon. Ils voulurent se ranger dans le couloir réservé aux clients prioritaires, la législation française le permettant pour les personnes accompagnées d'enfants en bas âge. Un policier en faction leur ordonna de faire la queue dans le couloir ordinaire. La famille décida alors d'aller prendre le bus. Le policier revint à la charge en proférant des injures et des propos racistes. Abdoulaye M'Bow tenta de faire valoir son droit. La revendication de ce droit légitime lui valut une séquestration au poste de police de la gare de Lyon, à la préfecture et une agression physi-

que barbare. Abdoulaye M'Bow ressortit le visage ensanglanté, les lèvres fendues, deux dents cassées, et des lésions sérieuses au pancréas. Il restera plusieurs jours à l'hôpital sous perfusion. Il portera plainte, pour coups et blessures, cette plainte pour coups et blessures sera purement et simplement rejetée par le juge.

Par contre Abdoulaye M'Bow passera aujourd'hui en procès sous l'inculpation d'outrages à agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions.

L'association des étudiants sénégalais en France appelle les anti-impérialistes à venir soutenir Abdoulaye M'Bow, qui est un de ses militants à son procès qui s'ouvre mercredi 24 à 15 h au Palais de justice.

Un travailleur tué à Aluval-Nanterre

Abdliman Baija venait de prendre son travail vers 6 h 30 chez Aluval à Nanterre quand il a été renversé par un engin de transport des poches de métal en fusion. Il était alors hospitalisé avec plusieurs fractures et des perforations des poumons. Pendant cinq jours, il subissait d'atroces souffrances et puis, il décédait.

Abdliman Baija était ouvrier fondeur et père de trois enfants. Son nom vient s'ajouter à la longue liste des victimes de la soif de profit des rapaces capitalistes.

Chez Aluval, c'est souvent qu'il y a des accidents du travail. Les règles de sécurité ne sont pas plus respectées qu'ailleurs : le conducteur de l'engin, tel que les choses sont conçues, ne peut voir ce qui se passe devant lui. Son signal pour avertir est tellement faible que dans le vacarme, personne ne le remarque.

De tout cela, la direction d'Aluval ne se soucie guère. Ses profits marchent bien, c'est l'essentiel !

De nouveaux éléments au procès de la catastrophe de Vierzy

Depuis lundi, le procès en appel des ingénieurs de la SNCF inculpés après la catastrophe ferroviaire de Vierzy a débuté, dans le silence, quatre ans après «l'accident» qui avait fait 108 morts et 111 blessés.

Pourtant, de nouveaux éléments sont apparus. Le responsable de la commission des ouvrages d'art,

dont nous rappelons dans notre édition de lundi qu'il n'avait pas eu connaissance, en 1964, des vices de construction constatés depuis le siècle dernier dans le tunnel de Vierzy, a tenté de s'affranchir de toute responsabilité : «Jamais la région (de la SNCF) ne m'a signalé la moindre anomalie à Vierzy. Je me demande

comment j'aurais pu prévenir des choses dont je n'étais pas au courant. On dirait que j'ai été nommé, au lendemain de la catastrophe, à la commission d'enquête pour me charger». Cet honorable fonctionnaire avait peut-être eu quelques informations sur l'état du tunnel, mais il se confirme que la SNCF s'était bien

gardé de lui communiquer les dossiers accablants sur le tunnel de Vierzy.

D'autre part, le vice-président de l'association des familles des victimes, après avoir déclaré que la «SNCF s'était conduite pendant des années comme un marchand de tapis avec des gouttes de sang», a révélé que le tunnel de Vierzy se trouvait à 10 km du «chemin des Dames» où des dizaines de milliers de soldats étaient morts lors de la boucherie de 14-18. Il semblerait que les abords du tunnel aient été minés, du fait de cette proximité, durant la guerre de 14-18, mais aussi en 1870, et en 1940. Ce fait serait resté secret. Ce pourrait être le cas de nombreux autres tunnels en France.

Quoiqu'il en soit, ce n'est pas seulement vers la responsabilité individuelle de quelques ingénieurs que le procès doit s'engager, mais bien vers celle de la SNCF, de la politique de rentabilisation qu'elle suit au détriment de la sécurité des usagers, comme des cheminots.

Grenoble : la grève de la faim des étudiants iraniens s'étend

48 ÉTUDIANTS EXIGENT LA LIBÉRATION DE LEURS CAMARADES

La grève de la faim commencée jeudi par trente-quatre étudiants iraniens à Grenoble, pour la libération de leurs camarades et le retour en France des quatre expulsés, se poursuit. Ils sont maintenant quarante-trois à faire la grève de la faim. Les avocats des inculpés leur ont envoyé un télégramme de soutien.

Le juge d'instruction a

procédé hier à l'interrogatoire de Takbiri, les avocats ont déposé une demande de mise en liberté provisoire. Ils ont été reçus à la direction des affaires criminelles où ils ont demandé que le ministre de la Justice exige du ministre de l'Intérieur le retour en France des quatre témoins, expulsés en violation flagrante des droits de la défense. Ils ont reçu l'assurance que

cette requête serait transmise au cas où le juge d'instruction demanderait le retour des quatre expulsés. Les autorités continuent donc de dresser les obstacles pour empêcher la défense de prouver l'innocence des deux inculpés.

Le juge d'instruction commencera aujourd'hui l'interrogatoire d'Oskoui, le second inculpé.

AUJOURD'HUI, JOURNÉE «PORTES OUVERTES» A NANTES, en soutien à l'éducateur licencié

Autour de Léon Lanoé, éducateur nantais licencié pour un prétexte futile, en fait pour sa façon de concevoir son activité chez les jeunes travailleurs, un important mouvement de soutien s'est créé. La CEE, organisme qui l'employait, ne s'est pas arrêté là, et a licencié collectivement l'équipe dans laquelle travaillait Léon Lanoé. Aussi une journée «portes ouvertes» est-elle organisée aujourd'hui au 65 rue St Erblain, à Nantes, pour dénoncer la répression dans le secteur dit «social», mais pour aussi dénoncer la politique d'action sociale du gouvernement, le contrôle «social» qu'il tente d'imposer aux travailleurs (projets Gamin et Odasse), et la répression sexuelle contre les jeunes. A Paris, six heures sur le travail social sont organisées samedi 27 à la Bourse du Travail de Montreuil.

LA ROUMANIE CONTRE LA THEORIE DE LA SOUVERAINETE LIMITEE

L'AFFAIRE BIERMAN PROVOQUE DES REMOUS EN R.D.A.

L'arrivée de Brejnev à Bucarest, capitale de la Roumanie précède de quelques jours la réunion dans cette même ville du Pacte de Varsovie, dont les troupes sous le commandement soviétique occupent la Tchécoslovaquie depuis 1968.

Non seulement la Roumanie a refusé de mettre un seul homme à la disposition de Brejnev pour intervenir en Tchécoslovaquie, mais même depuis plusieurs années aucun contingent des troupes roumaines n'a participé aux manœuvres du Pacte de Varsovie.

Le refus du gouvernement roumain de participer aux manœuvres du Pacte est fondamentalement le rejet de la théorie dite de «la souveraineté limitée» formulée par Brejnev par laquelle l'URSS s'autorise à intervenir dans tout pays où «le socialisme est menacé», c'est-à-dire qui cherche à se dégager de la domination soviétique.

Face à ces prétentions, la Roumanie a défendu avec fermeté les principes de l'indépendance, affirmant qu'elle n'avait de compte à rendre à personne, quelles que soient ses alliances par ailleurs. Elle a notamment obligé Brejnev à renoncer que la prééminence soviétique soit reconnue lors de la Conférence des PC européens.

LE REFUS DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Les Soviétiques affirment leur domination sur les pays d'Europe de l'Est, membres du COMECON, par l'application du principe «de division internationale du travail» par lequel chaque pays est chargé de développer telle ou telle production, l'URSS supervisant le partage des tâches. Par ce principe l'URSS s'est autorisée à démanteler des usines entières de Pologne en URSS, à cantonner la Mongolie et la Bulgarie dans l'élevage et la culture.

Bien que membre du COMECON, la Roumanie n'a pas accepté les plans d'ensemble imposés par l'URSS. Elle a défini le «développement multi latéral» opposé à la division internationale du travail. Appliquant ce principe elle a entrepris de développer tous les secteurs de production.

Dans le même temps, la Roumanie diversifiait ses échanges : alors que ses échanges avec l'URSS représentaient 40 % du commerce roumain en 1960, ils n'en représentent plus que 15 % aujourd'hui, bien que l'URSS

• ALLEMAGNE : Après la décision de Strauss de séparer son parti bavarois du parti chrétien démocrate, le secrétaire de celui-ci a clairement fait comprendre que son parti était prêt à se développer en Bavière même et de marcher sur les plates bandes de Strauss.

reste le premier partenaire de la Roumanie.

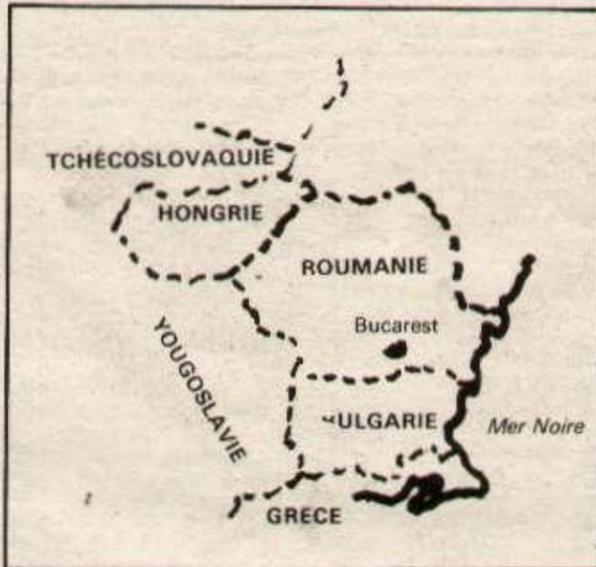
Cependant la qualité de membre à la fois du COMECON et du Pacte de Varsovie, laisse à l'URSS des moyens de pression importants. Malgré tout si l'URSS n'a pas osé jusqu'à présent intervenir militairement contre la Roumanie c'est qu'elle savait qu'elle se heurterait à une véritable guerre de résistance, ses menaces ayant toujours été accueillies avec fermeté.

BREJNEV UTILISE L'ARME ECONOMIQUE

Mais aujourd'hui la Roumanie a trois milliards de dollars de dettes, elle connaît des difficultés économiques, pour lesquelles l'Union Soviétique s'affirme prête à aider la Roumanie, notamment en achetant les surplus agricoles d'une part, d'autre part en fournissant les biens de production que la Roumanie a aujourd'hui des difficultés à se procurer sur le marché mondial. Un complexe hydraulique est déjà en construction sur le fleuve Prout.

Ainsi Brejnev profite des difficultés économiques de la Roumanie pour essayer de reconquérir un poids important dans le pays. Sous couvert de «l'aide», il veut à terme imposer à la Roumanie qu'elle reconnaisse la domination soviétique.

Quelles conceptions la Roumanie sera-t-elle contrainte de faire face aux puissants moyens de pression que l'URSS met en œuvre ? Il y a quelques jours la CEE et la Roumanie signaient un accord commercial, qui permet à la



Roumanie de maintenir leur diversification des échanges. Par ailleurs la Roumanie s'est rapprochée du Tiers Monde, non seulement en développant son commerce avec lui, mais en s'intégrant politiquement à lui : depuis la Conférence de Colombo, el-

le a le statut d'invité permanent des non-alignés. Même si l'URSS tente de profiter des difficultés pour s'imposer à la Roumanie, celle-ci n'est pas prête à se soumettre même sous les sourires de l'amitié.

G. CARRAT

L'expulsion du chanteur et poète Wolf Biermann, et la déchéance de ses droits de citoyenneté provoquent indéniablement d'importants remous en République Démocratique Allemande. Indignation d'abord devant la manière dont a été prise la mesure, puis l'assurance qu'il pourrait revenir. Mais aussi large écho dans la jeunesse est-allemande et parmi les intellectuels de RDA : Biermann reprend leurs critiques contre ce qu'est devenu le socialisme en RDA, il reprend aussi leurs aspirations. Car Biermann dit clairement qu'il est pour le socialisme, contre la caricature révisionniste qu'en présente aujourd'hui la RDA, même si par ailleurs certaines de ses prises de positions sont plus que discutables. En tous cas, les mesures contre Biermann doivent provoquer de sérieux remous, à en juger par l'importance que la presse officielle révisionniste accorde à l'affaire ; pourquoi une

telle campagne dans le Neues Deutschland (organe central du Parti) pour expliquer le bien fondé des mesures ? Pourquoi une telle avalanche de lettres hostiles à Biermann publiées sur deux pages et demie ? Pourquoi le journal de la Jeunesse «Junge Welt» titre-t-il aussi «un point final logique a été mis à une basse trahison» ?

C'est peut être décidément que certaines vérités de Biermann gênent les révisionnistes et recueillent sympathie et soutien du peuple. Cette mesure contre Biermann s'inscrit bien dans une logique de renforcement de la dictature révisionniste dans les pays d'Europe de l'Est, et de contrôle accru de l'Union Soviétique ; du changement de secrétaire de Parti en RDA, en passant aux offres d'aide économique à Pologne jusqu'à la visite en Roumanie de Brejnev, les nouveaux tsars ont chaussé leurs bottes de sept lieues.

LIBAN

ISRAËL ENVOIE DES NOUVELLES TROUPES À LA FRONTIÈRE

Pendant que les «casques verts», qui sont désormais établis à Tripoli et à Saïda, commencent à ramasser les armements lourds, les sionistes, qui ont pris prétexte, dimanche, de quelques tirs de roquettes en provenance du Liban pour bombarder aveuglément des villages palestiniens en territoire libanais, envoient de nouvelles troupes sur leur frontière nord, renforcent leurs positions et postent des chars, tout en multipliant les menaces et les mises en garde au gouvernement de Damas, par USA interposés.

«L'armée a commencé à prendre position le long de la frontière libanaise

pour dissuader les forces ennemies d'approcher la frontière», a déclaré la radio sioniste. Israël a

«commencé à renforcer des positions spécifiques le long de la frontière. Ces positions ont pour

but d'empêcher les syriens ou n'importe quelle force inter-arabe d'approcher la frontière».



En bref... En bref... En bref... En bref

• MOZAMBIQUE : Le 2^e Congrès de l'Organisation des Femmes Mozambicaines s'est tenu à Maputo du 10 au 17 novembre.

Le communiqué final appelle les femmes mozambicaines à jouer un rôle efficace et actif dans l'édification du pays, à combattre les idées arriérées laissées par le colonialisme et à continuer la lutte pour la libération de la femme.

• UNESCO : INFORMATIONS TIERS-MONDE : L'UNESCO est décidée à renforcer l'indépendance du Tiers-Monde en matière d'informations : l'UNESCO doit approuver des propositions tendant à éliminer la traditionnelle domination occidentale sur les informations internationales ; il s'agit notamment de renforcer les agences de presse du Tiers-Monde

«Nous sommes les seuls maîtres de notre destin»

DÉCLARE LE SECRÉTAIRE DE LA LIGUE ARABE

Dans une interview donnée à un journal koweïtien, le secrétaire général de la Ligue Arabe, Mahmoud Riad a déclaré : «Il est nécessaire de transformer le slogan de l'unité arabe en action. Cela signifie que nous devons mettre tous nos potentiels politique, militaire et économique, à la disposition de la libération... Les super-grands ne sont pas les arbitres de notre destin. Nous sommes le seul maître de notre destin. La solidarité arabe et l'action arabe unifiée nous rendent capables de confronter les super-puissances». C'est un nouveau ton que la Ligue Arabe adopte, particulièrement vis-à-vis de l'URSS dont certains régimes ont fait l'expérience.

Israël qui n'a cessé ces derniers mois d'intervenir en territoire libanais, à la faveur de son alliance avec les fascistes, pour étouffer la résistance palestinienne, multiplie les provocations et se prépare à intervenir massivement au sud Liban.

Devant cette menace qui se précise, les Etats arabes s'inquiètent : l'Egypte a fait savoir que les arabes réagiraient militairement si les sionistes intervenaient au Sud Liban ; «les arabes ne resteront pas l'arme au pied si Israël entre au Sud Liban», a déclaré le premier ministre égyptien.

INTERNATIONAL

Djibouti

Stirn négocie le maintien de la base française

Stirn, qui est arrivé dimanche matin, à Djibouti, était accompagné par un nombre impressionnant de militaires. Il a été accueilli par des manifestations d'hostilité auxquelles la police a répondu à sa manière habituelle en réprimant violemment ; les manifestants arboraient des banderoles stigmatisant le colonialisme français et ses visions annexionnistes. Stirn a examiné, avec Perrier, le général français chargé du «maintien de l'ordre» dans la colonie, et d'Ornano, le «haut commissaire» chargé de préparer l'accession de Djibouti à l'indépendance, les

moyens qui lui permettront de laisser, après la proclamation de celle-ci en juillet 77, les troupes françaises d'occupation intactes.

C'est aujourd'hui la grande préoccupation de Stirn et du colonialisme français : acculé par la lutte du peuple à «accorder» l'indépendance, il s'agit pour Stirn de laisser à tout prix les 6000 militaires français dans une zone située à proximité du débouché de la mer Rouge et de la route des pétroliers, mais la marge de manœuvre de Stirn est de plus en plus réduite.

UNESCO : projet soviétique rejeté

Le projet soviétique sur la «coopération culturelle et scientifique» présenté à Nairobi à la session de la 19^e Conférence générale de l'UNESCO a été rejeté par la majorité des pays, surtout du Tiers Monde.

Ce projet parle de «détente», de la conférence d'Helsinki sur la «sécurité européenne». Avant de présenter ce projet, la délégation soviétique a affirmé que ce projet soumis à des pays, a déjà été approuvé. Elle a donné comme exemple le Mexique. Mais la délégation mexicaine a dénoncé ce mensonge : «Notre délégation n'a jamais pris contact avec l'initiateur de ce projet de résolution. Nous ne pouvons soutenir actuellement un tel projet».

De nombreux pays du Tiers Monde ont indiqué que l'URSS cherche à utiliser la coopération culturelle et scientifique pour pratiquer l'expansionnisme, intervenir dans les affaires intérieures des autres pays, étrangler leur culture nationale et faire de ces pays des satellites de l'URSS.

Espagne

RECRUESCENCE DES BANDES ARMÉES FASCISTES

Les bandes fascistes qui s'étaient déjà manifestées à plusieurs reprises par les assassinats commis au rassemblement royaliste de Montejurra l'an dernier, par des expéditions punitives contre des membres de l'opposition démocratique, et par des agressions contre des militants ouvriers révolutionnaires, préconisent aujourd'hui ouvertement «la dialectique des poings et des pistolets». Ce genre de déclarations, de même que les actes de gangstérisme politique qui les accompagnent continuent à se faire en toute impunité dans l'Espagne de Juan Carlos. Par ailleurs, le journal El País

doutés sur les conditions dans lesquelles vont se dérouler le référendum destiné à légitimer le pouvoir de Juan Carlos. Surtout lorsque l'on constate une fois encore que les arrestations de militants ouvriers, de patriotes basques continuent.

soulignait : «Nous avons vu ces jours-ci, à Madrid, beaucoup trop de jeunes gens avec un revolver à la ceinture. Ou bien on les désarme, ou bien il ne sera pas possible de voter librement». Simultanément les fascistes purs et durs, ceux de la Phalange «authentique» relèvent la tête. Certes, ce genre de démonstrations de forces ne doit pas nous faire oublier l'isolement politique actuel de ces nostalgiques de Franco, dont l'optique ne correspond plus aux choix des classes dominantes. Mais ces bandes armées fascistes, le terrorisme qu'elles pratiquent permettent de nourrir les plus grands

● RÉPUBLIQUE CENTRE AFRICAINE :

La R.C.A. a signé avec la Chine un accord de coopération économique et technique, ainsi qu'un accord commercial.

Népal

RIPOSTE CONTRE LA TENTATIVE DE CONTROLE PAR L'INDE

Le gouvernement du Népal a décidé de construire une route qui traverse le pays d'Ouest en Est, pour échapper aux mesures prises récemment par l'Inde.

Depuis un mois, l'Inde exige des visas pour les Népalais qui transitent par son territoire. Or, actuellement tous les habitants des zones montagneuses de l'Ouest qui veulent joindre les plaines de l'Est sont obligés de passer par l'Inde. La décision indienne revient donc à couper le pays en deux, à empêcher toute liaison réelle entre les deux parties en les plaçant sous son strict contrôle, elle les limite ou les libère à sa guise.

Mais cette décision a une autre portée : tous les Népalais qui se déplacent dans les zones frontalières, vers le Sikkim, le Bhoutan, et les États Indiens voisins de la frontière népalaise sont soumis au même contrôle. De ce

fait, le commerce du Népal passe sous le contrôle de l'Inde, puisque celui-ci dépend entièrement des voies de communications indiennes.

Ces mesures sont une véritable tentative d'étouffer le Népal pour le soumettre à la tutelle indienne. C'est la poli-

tique constante du gouvernement indien à l'égard de ses voisins. Il y a un an, il a transformé le Sikkim, d'État indépendant, en province indienne. Des pressions semblables sont exercées contre le Bhoutan. A l'égard du Pakistan, l'Inde a tenté et tente encore de le déman-

Par sa riposte, le gouvernement du Népal rejette le chantage indien comme il a

chantage indien comme il l'a toujours fait ces dernières années. Jusqu'où ira Indira Gandhi, dont le régime entretient d'importantes relations avec l'Union Soviétique ?



Carter chausse ses bottes

Carter, le président élu des Etats-Unis, qui prendra place à la Maison Blanche, le 20 janvier a pris connaissance des principaux dossiers de la politique américaine. Il a d'abord rencontré pendant une journée Kissinger à Plains. «Il n'y a aucune incompatibilité entre nous» a déclaré Kissinger à l'issue de entretiens. Carter a rencontré également le chef de la CIA.

Ensuite il s'est rendu à Washington où il a rencontré Ford, le ministre du Trésor, le ministre de la

Défense. L'heure n'est plus pour lui aux déclarations plus ou moins tonitruantes. Il prend en mains les affaires, petit à petit. Si des convergences nombreuses le rapprochaient de Kissinger en matière de politique étrangère, il n'en reste pas moins que des nuances importantes apparaissent et se sont confirmées dans les dernières semaines. Dans son entourage immédiat s'est créé «le comité de vigilants contre le danger actuel». Correctif de la politique de Kissinger jugée trop en retrait face à la

montée des ambitions soviétiques ou transformation plus profondes de la politique américaine ? Ces questions ne trouveront évidemment de réponse que dans la façon dont se définiront les grandes lignes de sa politique étrangère. Cependant le souci affirmé de part et d'autre d'assurer la plus paisible des transitions, la volonté affichée de collaborer étroitement dans toute cette période est un signe des difficultés rencontrées par l'impérialisme américain.

En bref...

● PÉROU-CHILI-BOLIVIE : Le gouvernement du Pérou vient de proposer au Chili de céder en accord avec lui, un couloir territorial à la Bolivie, d'une largeur d'environ quinze kilomètres, pour permettre à ce pays d'avoir un débouché sur l'Océan Pacifique. Si cette proposition était acceptée par le Chili, ce pourrait être la fin d'un siècle de rivalité entre les trois nations à propos d'un territoire contrôlé par le Chili depuis 1883.

● AGRESSIONS RACISTES CONTRE LE BOTSWANA : Des racistes rhodésiens ont pénétré, samedi dans le territoire du Botswana, et détruit une

maison de Francistown qui abritait des représentants de l'organisation de libération du Zimbabwe, faisant cinq blessés. Le gouvernement du Botswana a condamné cette agression. Il avait refusé, la semaine précédente, de remettre un groupe d'écoliers qui s'étaient enfuis de Rhodesie pour trouver asile au Botswana, et a réaffirmé qu'il continuerait à offrir refuge à toutes les victimes de l'oppression».

● RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE : Le représentant de la Corée à l'ONU a demandé aux USA d'appliquer la résolution sur la Corée adoptée à la 30^e session de l'ONU. Cette résolution, en faveur de la solution du «Commandement des

Nations Unies» en Corée du Sud, du retrait des troupes américaines et du remplacement de l'accord d'armistice par un accord de paix, n'est pas appliquée par les USA, qui continuent d'aggraver la situation et s'efforcent de créer deux Corées ; «La partie américaine, a souligné le représentant de la RPD de Corée, a violé l'accord d'armistice à plus de deux mille huit cent reprises entre décembre de l'année dernière et octobre de cette année.

● CHINE-TCHÉCOSLOVAQUIE : Une délégation de coopération scientifique et technique de Chine a quitté Pékin pour la Tchécoslovaquie pour participer à la 18^e session de la commission conjointe sino-tchécoslovaque de cet organisme.

● RÉUNION DU PACTE DE VARSOVIE A BUCAREST :

Aujourd'hui, commence à Bucarest la réunion des pays membres du pacte de Varsovie, que présidera Brejnev qui vient d'effectuer une visite dans la capitale roumaine. A l'ordre du jour se trouve notamment le maintien des troupes soviétiques dans les territoires des pays membres. Par ce biais, l'URSS veut renforcer sa main mise sur les différents pays. Dans le même temps, elle veut obtenir la possibilité d'utiliser les territoires des pays européens, liés au pacte de Varsovie, comme base pour ses troupes dirigées contre l'Europe occidentale.

A la suite de son voyage à Bucarest, Brejnev tentera-t-il d'imposer la présence de troupes soviétiques en Roumanie même ?

● CORÉE DU SUD : Les deux firmes américaine et britannique, Westinghouse et General Electric, ont conclu avec le régime de Seoul un contrat pour la construction d'une deuxième centrale nucléaire. Le projet, dont le coût s'élève à 467 millions de dollars, sera financé par un prêt de 250 millions octroyés par la banque américaine «Import-Export» à l'administration fantoche de Corée, et un autre prêt de 130 millions de dollars du Département de garantie du crédit à l'exportation britannique.

Hassan II chez Giscard

LES PROJETS AMBITIEUX DE LA BOURGEOISIE MAROCAINE

Derrière la «coopération culturelle» toujours mise en avant, les relations économiques entre la France et le Maroc sont à l'ordre du jour durant les entretiens de Giscard et Hassan II. La France est le premier client et le premier fournisseur du Maroc, mais le déficit commercial du Maroc reste important. Depuis que les prix du phosphate ont quadruplé en 1974, la France a considérablement diminué ses achats. Ce déficit rend difficile la réalisation des projets industriels ambitieux que le gouvernement marocain compte mettre sur pied avec l'aide de l'impérialisme français.

DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT À L'INVASION DU SAHARA

En effet, depuis la marocanisation des terres et de l'industrie et la prise en main par l'État d'un grand nombre de secteurs de l'économie, le régime d'Hassan II veut impulser au-delà de l'oligarchie féodale la constitution d'une bourgeoisie nationale. Cette ambition qui est celle de beaucoup de pays du Tiers Monde passe par l'édification d'une industrie de transformation (traitement de phosphate, industries alimentaires).

La mise en œuvre et la réalisation de ces projets joue un rôle important dans «l'union nationale» qui a

regroupé tous les partis autour de la course au phosphate baptisée «marche verte» et qui a débouché sur la guerre d'invasion au Sahara occidental.

MANIFESTATION LUNDI A PARIS

Plusieurs centaines de personnes se sont réunies devant la brasserie Lipp, où avait été enlevé Ben Barka, qui sera assassiné par la suite. Le boulevard Saint Germain a été bloqué pendant un moment par les manifestants qui portaient des banderoles exigeant la «libération de tous les détenus politiques» proclamant «Maroc = répression, torture, assassinats».

Les mots d'ordre «Hassan fasciste hors de France» «Hassan assassin, Giscard complice» étaient lancés pendant cette manifestation qui se dispersa après les prises de parole des organisateurs.

HASSAN ET L'EUROPE

Dès son arrivée à Paris, Hassan a fait appel à la collaboration avec l'Europe. L'impérialisme français est sollicité pour la construction de centrales nucléaires permettant d'extraire et d'utiliser l'uranium contenu dans les phosphates.

Par ailleurs l'Allemagne de l'Ouest est également sollicitée pour la construction du complexe chimique de Safi et doit participer au projet de Maroc-Phosphates.

Mais si Hassan veut développer ses liens avec l'Euro-

pe, l'impérialisme américain s'est taillé une place importante au Maroc. Il reste le premier créancier et la moitié de ses prêts sont liés à l'achat de marchandises américaines. Par l'intermédiaire de la Banque nationale de développement économique et des «experts en développement» américains, les USA ont pesé lourdement sur les plans de développement du gouvernement marocain.

Le rapprochement recherché et affiché avec l'Europe est une tentative pour déserrer cette domination pesante

Cependant l'ambition d'un développement qui a précipité la bourgeoisie marocaine dans la conquête du Sahara, les a du même coup rendu dépendant des USA qui les approvisionnent en armes communément avec Giscard. Les USA encouragent cette guerre parce qu'elle leur permet d'utiliser les ambitions de Hassan au profit de leurs projets concernant cette région où ils envisagent notamment de déployer des missiles aux Canaries.

Le roi en difficulté par la lutte du peuple sahraoui



Il est exagéré de parler de guérilla a déclaré Hassan a propos de la lutte du peuple sahraoui. Même El Aïoun où sont concentrées d'importantes troupes marocaines, est le théâtre d'action des combattants sahraouis comme le montre la photo ci-dessus après un attentat du Front dans la ville même. La lutte du peuple sahraoui met en difficulté Hassan et bloque ses ambitions territoriales.

LES PROJETS D'EQUIPEMENTS AVEC DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

Actuellement en cours : fourniture et pose d'un câble téléphonique Marseille-Tetouan, équipement téléphonique (550 000 lignes d'ici à 1982) par la CGE.

Équipement du chemin de fer marocain (De Dietrich, Sidelor).

En projet : sept unités sucrières, un complexe sidérurgique, la construction du port de Jorf Lasfar, de nouvelles centrales hydro-électriques, une centrale nucléaire.

PAYSANS

le tourisme ne profite guère aux paysans de l'enversin

«On s'est fait avoir», nous disent les paysans de l'Enversin. L'Enversin est un village de la commune d'Oz, dans l'Oisans. Il y a trois ans, la mairie a commencé les travaux pour en faire un télé-ski en haut du village (cf. QdP n° 236 du mardi 24 août).

Pour ça, elle a fait signer les paysans qui avaient leur propriété touchée par le projet comme quoi ils cédaient leurs terres et qu'en contre-partie, bien sûr, ils auraient une indemnité.

La plupart ont signé. «On faisait confiance. Comme nous, on est retraités, nos terres ne sont plus travaillées. On s'est dit que ça redonnerait un peu de vie au village». Depuis trois ans, ils n'ont toujours rien touché. Il y a des coins où des indemnités promises depuis plusieurs dizaines d'années, n'ont jamais été données. «Ils disent que les travaux sont d'intérêt public... Un seul paysan touché par le télé-ski de l'Enversin a refusé de signer. Il a été exproprié. Il est le seul à avoir été «indemnisé»... moins de un franc le mètre carré ! La colère est à fleur de peau. «Ils profitent qu'on est vieux.

Si vous pouvez faire quelque chose pour nous, faites-le», nous ont dit des retraités. Après avoir usé leurs forces sur leurs terres, les paysans voient leur fierté et leur moral ruinés par les pratiques méprisantes du maire.

Quand on discute de ça avec les autres paysans de l'Oisans, ils ne sont pas surpris : «Eux aussi, ils se sont fait avoir». Un paysan du Mont de Lans, commune à laquelle la station des «2 Alpes» est rattachée, nous a expliqué comment ça s'est passé pour eux : «C'est des gars du pays qui ont lancé ça, au départ. Tous, on s'est dit : Il faut les aider. Ça donnera du

travail à nos jeunes. On leur a donné les terres du haut. Maintenant... il y a d'autres actionnaires... Le Mont de Lans est devenu commune touristique, on n'a pas droit aux subventions agricoles... Depuis l'an dernier, la station a embauché des immigrés, parce qu'ils les emploient à l'année et qu'ils les payent moins cher...»

Les illusions tombent et l'idée se renforce que le développement de la région se fait contre les paysans, pour les meilleurs profits d'une poignée.

A l'Enversin, un aubergiste s'est installé. C'est à ses débuts, le plus «gros» paysan du village. Progressivement, son activité agricole est devenue secondaire. Il est devenu l'aubergiste. «Il est au Conseil Municipal, le maire lui accorde tout ce qu'il demande, le télé-ski, c'est lui que ça intéresse». Un paysan nous a confié : «Avant, il



parlait comme vous. Mais il a changé de camp». Et le paysan de Mont de Lans : «Quand il y a des intérêts en jeu...»

«Qu'on soit payés au moins !» disent les paysans de l'Enversin. Comment faire le poids ? C'est la question. Deux choses :

o Sortir de l'isolement.
o Dénoncer les pratiques du maire.

Le maire n'utilise sa position que pour en profiter lui-même (par exemple, il a fait démolir la maison mitoyenne à la

sienne pour pouvoir faire deux fenêtres à sa maison à lui) et pour satisfaire ses conseillers municipaux (par exemple début 75, il voulait faire creuser une route qui aurait desservi uniquement la maison d'un conseiller. Une soixantaine de propriétaires se sont regroupés dans un syndicat et ont réussi à le faire renoncer à son projet). Il se désintéresse complètement des gens du pays. «On dirait qu'on est revenu au temps des seigneurs !» dit un paysan.

Même pour les élections : «On a présenté une liste contre lui, mais il s'est arrangé pour inscrire sur Oz ceux qui habitent ailleurs et qui ont ici un bout de terrain ou une maison secondaire, il leur fait payer moins d'impôts, alors il a eu leurs voix et il est passé».

Sa façon de tromper les paysans et d'agir pour arriver à ses propres fins en saccageant les terres cultivables, montre avec quel mépris il considère les producteurs de la campagne.

Récemment, des nouveaux travaux ont été engagés. Pour tracer une nouvelle route, des prés ont été encore coupés, des terres encore bouleversées. Il faut s'opposer à cette politique. Sinon, qu'est-ce qui empêchera le maire de continuer sur sa lancée, d'entreprendre d'autres travaux et de continuer à se moquer des paysans de la commune ?

DANS NOTRE COURRIER

Par le théâtre de l'Olivier

par la Défense des travailleurs en lutte
de la SICCNa St-Malo et Réo Fougères

A l'occasion de sa tournée en Bretagne, le théâtre de l'Olivier d'Aix en Provence organise deux représentations de soutien aux travailleurs en lutte.

La première le jeudi 25 novembre à 21 h au théâtre municipal de St Servan St Malo pour les ouvriers de la SICCNa, en grève depuis 20 mois et qui occupent jour et nuit un de leur bateaux : «Le Magellan», la seconde aura lieu le vendredi 26 novembre à la salle polyvalente Réo de Fougères à 21 h. Elle est organisée par le comité de lutte REO et par le comité de soutien aux chaussonniers de Fougères.

le théâtre de l'Olivier

«Le temps des cerises ou le nouveau procès de Caramentran»

Après le grand succès remporté par «Village à vendre» et pour rester fidèle à sa vocation de théâtre régional, le Théâtre de l'Olivier d'Aix-en-Provence présente «Le temps des cerises ou le nouveau procès de Caramentran».

«Le temps des cerises», ce pourrait être l'histoire d'une entreprise régionale spécialisée dans la transformation des produits agricoles, et dont l'activité fait vivre une vallée entière.

Cette entreprise pourtant prospère menace soudain de fermer ses portes.

Des centaines d'ouvrières et d'ouvriers seront licenciés, les paysans de la vallée seront contraints d'arracher leurs arbres, une région entière est menacée de mort.

Devant cette menace, hommes, et femmes, ouvriers et paysans décident

de s'unir. Pourquoi a-t-on décidé de fermer l'usine, comment en est-on arrivé là ?

Qui donc est responsable de cette crise de la cerise...

Renouant avec la tradition carnavalesque du procès et du brûlement de Caramentran, les héros-victimes de cette farce contemporaine vont faire le procès des dirigeants de l'entreprise pour les contraindre à dire la vérité.

Le «Temps des Cerises», c'est avant tout une certaine forme de théâtre populaire qui puise ses sources dans les traditions culturelles régionales et réactualise le sens profondément critique et libérateur de «procès de Caramentran», une tradition toujours vivante dans un grand nombre de villages de Provence et du Languedoc.

FRONT ROUGE VIENT DE PARAITRE

Passez vos commandes à Front Rouge
B.P. 68 75019 Paris



293 63 61
de 14 h à 18 h.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'«Antidühring» d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gies Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

- de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
«Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
«Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
«Olympic», 10, rue Boyer
«Entrepot», 7, rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal 300 F
Abonnement de soutien 500 F
Abonnement de soutien F

Mode de Versement :
En une fois
En trois fois

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

feuilleton

325 000 FRANCS

de
Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

54^e épisode

— Pourquoi continues-tu d'en fabriquer?
— Pour faire plaisir aux clients.
— Je ne comprends plus.
— Mon père t'expliquerait mieux... »
Busard leva la grille, détacha la carotte, sépara les deux carrosses, les jeta dans la caisse, attendit que le voyant rouge s'allumât.
Paul Morel lui tendit du feu. Busard tira une bouffée. Le voyant s'alluma; il leva la grille...
« Tu sais que Juliette est une garce, dit Paul Morel.
— Ce n'est pas nouveau.
— J'avais refusé de l'emmener aujourd'hui aux régates de Genève... sans raison, comme ça, par entêtement, parce que j'avais d'abord dit non... Elle a voulu se venger. Elle s'y est fait conduire par mon père. »
Busard leva, détacha, baissa...
« Ça m'étonne, dit-il. Elle aime bien rigoler, mais elle ne chasse pas dans les vieux.
— C'est bien ton impression? »
Busard trancha, cassa, jeta...
« Ce n'est pas le genre de Juliette, dit-il.
— Pour moi, dit Paul Morel, elle fait marcher mon père. Et moi, par la même occasion. Mais elle ne lui donne pas ça... »
Il fit le geste de casser l'ongle de son pouce avec les dents.
Busard attendait que le voyant rouge s'allumât.
« Pour coucher avec ton père, dit-il, il faut être salope.
— Il y en a bien d'autres qui couchent avec, mais Juliette, il faudrait que je le voie pour le croire.
— Ce n'est pas possible qu'elle soit pute à ce point-là, dit Busard.
— Tout de même, dit Morel, tu as de la chance de ne pas t'être laissé accrocher par elle. Je n'ai jamais connu pareille garce.
— Pour être verni, je suis verni », dit Busard.
Le voyant rouge s'alluma.
« Bon courage, dit Morel. Tu es rudement verni. »
Il s'en alla.
Busard leva, détacha, baissa, trancha, sépara, jeta, attendit.
La nuit tomba, qui amena un peu de fraîcheur. Busard alluma le tube bleuté de la lampe à fluorescence la plus proche de la machine. Tout le reste de l'atelier resta dans l'ombre. Les Bates vitrées étaient ouvertes sur le parterre de bégonias que le clair de lune éclairait. De la ville parvenait le bruit lointain de l'orchestre d'un bal.
La petite presse entièrement automatique éjectait régulièrement ses gobelets : cliquetis du peigne qui se déclenche et soulève l'objet moulé, bruit mat du gobelet qui tombe dans la caisse. La grosse presse semi-automatique chuintait à l'injection de chaque carrosse rouge géranium.
Busard guettait le voyant rouge.
« Qu'est-ce que je fous là? » demanda-t-il à voix haute.
Il continuait de réfléchir, aidé par l'effet persistant des deux pastilles de maxiton et peut-être par la fatigue dominée. Il réfléchissait qu'il coûtait moins cher qu'un dispositif d'automatisation. D'un côté le peigne éjecteur et l'œil électronique, de l'autre côté Bernard Busard, son grand corps maigre, ses muscles de coureur, son cerveau, son amour pour Marie-Jeanne Lemerrier; c'était Bernard Busard qui valait le moins.

LA MORT D'ANDRE MALRAUX

DE L'ÉCRIVAIN
ET DU COMBATTANT ANTIFASCISTE...
AU MILITANT
DE LA RÉACTION GAULLISTE,

MALRAUX ET
LE COLONIALISME
FRANÇAIS

Lorsque Malraux, en 25, lance à Canton la revue «Indochine», le Thanh-Nien d'Ho Chi Minh s'est déjà formé ;

Prenant nettement position contre l'administration coloniale qui le réprimera, Malraux en restera à la dénonciation des abus du gouverneur Cognacq, et à exiger une politique plus intelligente d'assimilation ; écrivant à propos du patriote qui se révolte contre la France : «Celui-là a l'âme d'un chef ; c'est sur lui que nous devons appuyer notre colonisation» ; il demandera pour les dix-sept millions d'Annamites qui sont transférés en coolis de plantation, «l'enseignement à tous les degrés» qui est le «meilleur moyen d'assimilation entre les races», et «une voix consultative dans les délibérations concernant la colonie».

Il ne faut donc pas s'étonner que, trente ans après, Malraux se soit fait le commis défenseur de la politique gaullienne visant à maintenir la présence française en Algérie : «Abandonner l'Algérie, affirmera-t-il, signifierait qu'on laisse assassiner ceux qui nous sont fidèles. La France ne les laissera pas assassiner».

MALRAUX HISTORIEN
DE LA RÉVOLUTION
CHINOISE ?

Malraux se transporte en Chine, visite Hong-Kong et Canton, au moment où se prépare le soulèvement de Shanghai, organisé par Chou

Issu d'une famille bourgeoise d'armateurs ruinés, Malraux, s'il n'a jamais été le militant révolutionnaire dont la bourgeoisie essaie aujourd'hui d'utiliser à son profit le «ralliement», a joué un rôle actif dans la lutte contre le fascisme, par le soutien aux républicains dans la guerre d'Espagne et la dénonciation du traité de Versailles. A travers un itinéraire contradictoire, qui le conduira de ses positions anti-fascistes au soutien à De Gaulle, dans ses initiatives les plus réactionnaires sur l'Algérie, certaines constantes s'affirment.

En-lai. C'est cette insurrection écrasée par Chang Kai-shek (mars 27) que raconte Malraux dans «La Condition Humaine». Ce livre marque, dans l'histoire de la littérature française un tournant, avec l'entrée des problèmes politiques et des mouvements de masse. Mais la vision qu'en donne Malraux n'est, en fin de compte, que celle de quelques individus qui «guident» les masses, celle de héros en proie à l'angoisse et à la solitude, dont la lutte provient d'une révolte dont on cerne mal les raisons et aboutit à un échec total. Plus que la lutte des peuples pour leur émancipation, Malraux exalte des actes de résistance qui, même lorsqu'ils sont le fait d'une population toute entière, servent essentiellement de cadre à l'aventure individuelle d'hommes en quête de leur «dignité».

LE MILITANT
ANTI-FASCISTE

En revanche, Malraux a vu avec lucidité le danger nazi dès que celui-ci a commencé à se préciser ; rare parmi ceux de sa classe, il a su se démarquer des prises de position hypocrites qui, sous prétexte de ménager la paix, visaient en fait à permettre à Hitler de dévorer la jeune république soviétique. Dès

1932, il adhère à l'«Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires» (AEAR), créée par Vaillant-Couturier et Thorez ; «Depuis dix ans, déclare-t-il alors, le fascisme étend sur l'Europe ses grandes ailes noires... Ceux qui sont persécutés en Allemagne ne le sont pas en tant que marxistes, mais parce qu'ils ont gardé le sentiment de la dignité... Le fascisme allemand nous montre que nous sommes face à la guerre, à la menace, répondons par la menace, et sachons nous tourner vers Moscou, vers l'Armée Rouge»

Mais dès décembre 33, il dénonce «l'impérialisme français, complice de Hitler», et le traité de Versailles. «L'opinion n'est pas très chaude pour la guerre ; on la chauffera. Regardons un peu cette opération : la Presse du Comité des Forges est, en somme, favorable à Hitler. Celle des trusts mondiaux du pétrole Royal et Standard, et des banques qui leur sont liées, est nettement favorable à Hitler, nettement orientée contre la Russie».

Lorsqu'éclate la guerre d'Espagne, Malraux prend fermement parti pour les républicains ; en France, il multiplie ses efforts pour arracher quelques avions et dénonce la politique de non-

intervention ; en Espagne, il organise et dirige l'escadrille internationale «espana», constituée à partir de quelques vieux Breguet et Potez, ce qu'il a pu obtenir de mieux. Avec cette escadrille, il coupe la route à la colonne franquiste qui remontait l'Andalousie pour faire jonction avec les forces de Mola, basées en Galice, il intervient sur le front des Baléares et de Teruel. Blessé au genou, il entreprend une tournée de propagande pour le soutien aux républicains espagnols, en France et aux USA.

Bien que réformé, Malraux s'engage dans les chars et participe aux batailles de blindés en mai 40 ; fait prisonnier, il s'évade, rejoint la Résistance où, aux côtés des FTP, il organise un réseau de résistance. En 44, blessé, il est pris par la Gestapo, doit assister à des séances de torture, est menacé du peloton d'exécution, et n'échappe à la mort qu'à la faveur d'une confusion.

DANS LE CAMP DE
LA BOURGEOISIE

Mais lorsque, avec De Gaulle, se dégage en France une bourgeoisie anti-fasciste, Malraux alors, qui n'a jamais accepté le Pacte Germano-soviétique, choisit son camp ; il rallie De Gaulle, lequel s'est livré à une mise au pas de la Résistance. Désormais, il agit avec le RPF (Rassemblement du Peuple Français) dont il espère une politique sociale. Ce qui ne l'empêchera pas, en 58, d'accepter de devenir, sous De Gaulle, ministre de la Culture et de soutenir à fond sa politique algérienne et tous les aspects de sa politique réactionnaire.

Programme télé

MERCREDI 24 NOVEMBRE

TF 1

12 h 30 - Midi-Première
13 h 00 - Journal
13 h 35 - Les visiteurs du mercredi
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Anne, jour après jour
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - Journal
20 h 30 - «L'homme des sables», d'après le roman de Jean Joubert
22 h 00 - Presto, émission musicale
23 h 00 - Journal

A 2

14 h 00 - Flash d'information
18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 45 - Flash d'information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Il était une fois... la caméra invisible
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Kojak, série américaine
21 h 30 - C'est-à-dire, émission de la rédaction d'Antenne 2, avec Robert Fabre, président du Mouvement des Radicaux de Gauche
23 h 00 - Journal
23 h 10 - Pour Adultes, une émission de F. Chalais

FR 3

18 h 10 - Amphi-CNAM, avec Peter Foldes
18 h 45 - Feu rouge-feu vert
19 h 05 - Émissions régionales : «Une façon de vivre»
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - «Le berger des abeilles», téléfilm d'après le roman d'A. Lanoux
22 h 15 - Journal

LES PÊCHEURS BRETONS FACE AUX CHALUTIERS RUSSES

ESPIONNAGE ET «DROITS HISTORIQUES»

-4-

QUE CHERCHENT-ILS DANS LA MANCHE ?

Reportage d'Eric BREHAT

OBSERVER UNE ACTIVITÉ TRADITIONNELLE

«Il y a quelque chose que nous ne comprenons pas, me disait un pêcheur de Moguier. Quand on se trouve au milieu d'une flottille, il y en a toujours un certain nombre qui ne chalutent pas. Quand il y en a un qui travaille en remontant vers le Nord, il y en a d'autres qui font route vers le Sud, sans chaluter. Bref, ils vadrouillent beaucoup».

Quelle explication donner à ce comportement ? Le mode de chalutage utilisé, pélagique et semi-pélagique suppose l'utilisation d'immenses chaluts (trois cents mètres de long pour un navire de quatre-vingt mètres). On ne mouille ces chaluts que s'il y a une bonne prise à faire. Cela n'explique pourtant pas tout. Pourquoi une telle insistance dans la région d'Ouessant, même lorsque les bancs de maquereaux ont migré vers l'Angleterre, comme c'était le cas il y a une semaine. Il y a une autre explication : dans la rade de Brest, la Marine Nationale possède plusieurs installations : l'arsenal, un important port de guerre, et surtout la base de sous-marins nucléaires lance-engins (SNLE), partie la plus importante de la défense stratégique française. Elle se trouve dans la partie sud de la rade, à «l'île longue». Des

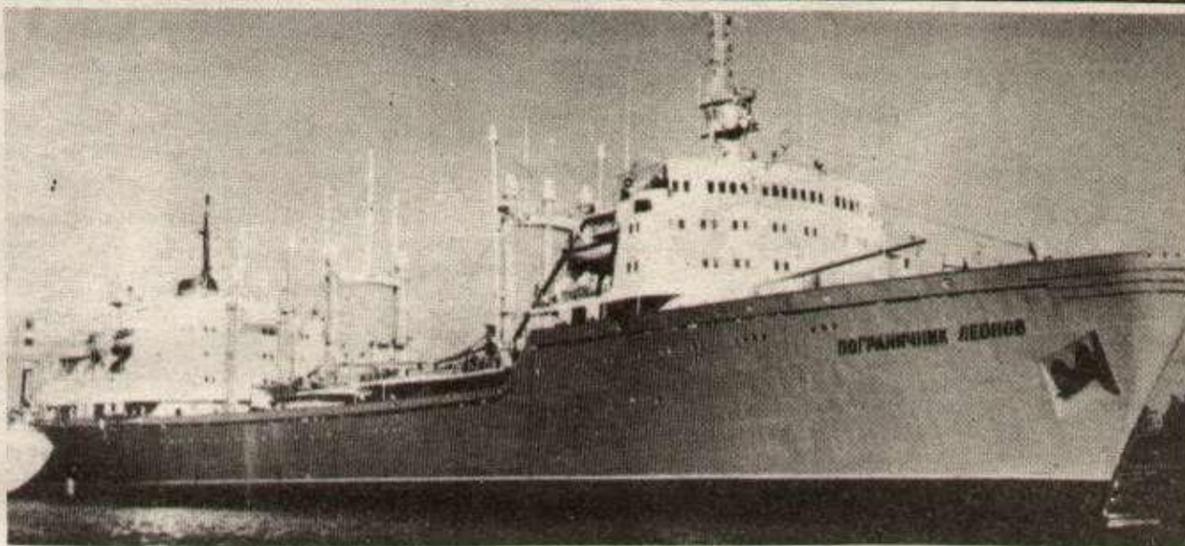
dépôts de missiles existent aussi dans la presqu'île de Crozon. Comment savoir si le navire de la flottille soviétique chargé de la liaison radio entre les chalutiers ne dispose pas aussi d'instruments de détection perfectionnés, d'enregistreurs... Officiellement, aucun. Dans les faits, c'est une certitude. Il y a même au large du goulet de Brest des bateaux soviétiques spécialisés dans la collecte de renseignements. Lorsque l'un d'eux pousse un peu trop loin sa curiosité lors de la sortie d'un SNLE, par exemple, un bateau de la «Royale» (le surnom donné par les marins à la Marine Nationale) vient tourner autour.

«NE PAS CRÉER D'INCIDENT DIPLOMATIQUE»

La règle d'or reste pourtant : «Ne pas créer d'incident diplomatique». C'est ce que disait l'administrateur maritime de Brest au patron du «Petit Fanch», venu réclamer une intervention de la «Royale». Lorsqu'il s'agit de s'ingérer dans les affaires d'un pays du Tiers-Monde, le gouvernement français prend moins de gants. Lorsqu'il s'agit de la superpuissance soviétique et qu'on a constamment sur les lèvres le mot de détente, on évite «l'incident diplomatique». Il y a là toute autre chose que de simples convenances internationales. Il

«Il y en a depuis longtemps dans la Manche. Tous les caseyeurs qui travaillent du côté d'Ouessant le savent. Mais on ne comprend pas ce qui leur a pris depuis quelques mois. Déjà, il n'y a plus que quelques maquereaux sur

les côtes. Ils ont donc dû beaucoup travailler. Pourquoi ne vont-ils pas dans les mers froides, beaucoup plus poissonneuses ?» Les marins pêcheurs, au delà de leur colère légitime, s'interrogent.



Relache, dans le port de Brest, d'un navire usiné d'une flottille soviétique.

y a une preuve du recul progressif de ceux qui nous gouvernent, de la bourgeoisie française, devant les pressions des superpuissances.

SE FABRIQUER DES «DROITS HISTORIQUES»

Une autre raison de l'in-

sistance toute particulière des flottilles soviétiques en Manche, mais aussi en mer du Nord, et en Atlantique Nord, pourrait bien être liée à l'éventualité de la création d'une zone de pêche européenne de deux cents milles. La position de la CEE n'est pas encore fixée en ce domaine, mais le principe en a été retenu. Il faut remarquer qu'en l'affaire, les pays européens ne font que suivre, avec retard et hésitation, la voie ouverte par les pays du Tiers-Monde. Bien qu'aucune décision ferme n'ait encore été prise, en raison, en particulier, des conditions posées par l'Angleterre et l'Irlande, l'Union Soviétique mesure le risque d'une telle décision. Aussi, lutte-t-elle sur la scène internationale pour s'opposer aux droits des peuples à disposer des deux cents milles autour de leurs côtes, mais en même temps tente de se prémunir contre des décisions unilatérales tout à fait justifiées de certains pays. Or la commission de la CEE chargée d'étudier le problème a avancé l'idée qu'une fois la décision prise, la CEE pourra négocier avec les pays tiers, sur une base de réciprocité dans laquelle entrera en ligne de compte les «performances historiques» de ces pays. La raison d'une telle proposition est simple : nombre de pays de la CEE participent aussi au pillage des eaux de pays «tiers», dans des proportions cependant beaucoup plus faibles que l'URSS.

L'hypothèse selon laquelle l'Union Soviétique chercherait à se placer au mieux dans les futures négocia-

tions, en concentrant d'importantes flottilles dans les zones destinées à passer sous contrôle communautaire est donc fort plausible. Que cette «tactique» risque de désertifier la Manche,

qu'elle menace les petits pêcheurs côtiers ne gêne pas ce nouvel impérialisme, dont le visage «socialiste» ne convainc plus grand monde. Cela fait au contraire partie de sa logique.

Quelques faits de piraterie des flottes soviétiques cette année

Il ne s'agit-là que d'une liste très partielle. Beaucoup d'actes agressifs de la flotte de pêche ou de la flotte de guerre soviétique restent méconnus, souvent par suite des pressions exercées par le gouvernement soviétique sur les gouvernements concernés.

— Janvier 76 : La Suède décide de renforcer sa garde côtière contre les intrusions de plus en plus fréquentes des chalutiers soviétiques qui empêchent les opérations des pêcheurs danois et endommagent les filets.

— 10 février 1976 : Un chalutier soviétique intercepté dans la zone pétrolière interdite d'Elf-Gabon.

— 9 mars 1976 : Un chalutier soviétique pêchant le homard avec quatre-vingt-dix personnes à bord capturé à 120 milles de la côte des États Unis, condamné à 410 000 dollars US d'amende.

— 27 septembre 1976 : Le chalutier «Dzukiya» arraisonné dans les 12 milles marins de la Grande-Bretagne.

— 30 septembre 1976 : Le chalutier «Belomorje» saisi dans les eaux territoriales irlandaises. Le capitaine est jugé pour prise illégale de poissons et obstruction à la marine irlandaise.

— 1^{er} novembre 1976 : Manifestations en Norvège contre les provocations du social-impérialisme dans la mer de Barentz : essais de missiles soviétiques, attaques contre les chalutiers norvégiens, infiltrations autour de l'archipel des Spitzberg.

— 3 novembre 1976 : Rassemblement et manifestation de plus de sept cents pêcheurs japonais à Sapporo, contre les pénétrations de bateaux de pêche soviétiques dans les eaux japonaises.



La rade de Brest. Au fond, l'île Longue, base française des sous-marins nucléaires lance-missiles. A la sortie de la rade, cela intéresse les chalutiers russes.

Un «océan» de bonnes intentions

A en croire la littérature soviétique, il n'existerait pas de pays au monde plus attachés à la conservation des ressources biologiques des océans que l'Union Soviétique. Ainsi, un bulletin d'information de mars 75 indique, sous la plume de Maia Chebentova : «L'Union Soviétique participe à plus d'une trentaine d'organisations régionales et internationales de pêche et à cinquante-deux conventions dont elle respecte

strictement les règles. Il a été créé en URSS une réglementation rigoureuse de la pêche que les marins-pêcheurs soviétiques appliquent jusque dans les eaux internationales. Utiliser l'océan mondial sans nuire à ses ressources, tel est le principe inscrit dans le décret du Soviet suprême de l'URSS».

On ne dit pas s'il est inscrit dans le décret du soviét suprême que les

patrons de bâtiments soviétiques doivent détruire le matériel de pêche des petits pêcheurs des pays dont ils écumant les côtes. Mais par contre, le vernis du «respect» des règles se fissure, au mot de «l'Océan mondial». Ainsi, l'URSS s'arroge le droit de piller toutes les mers du monde, au nom du libre accès à «l'océan mondial». L'immense majorité des pays du Tiers-Monde voit les choses tout à fait différemment.